

l'armée

« Stupéfaction » sud-africaine

Le président sud-africain Pieter Botha fulmine contre les membres du Congrès américain. La Chambre des représentants, à majorité démocrate, ne vient-elle pas de voter un projet de loi qui prévoit un nouveau train de sanctions économiques, commerciales et financières contre le régime de Pretoria pour contraindre celui-ci à hâter le démantèlement de sa politique d'apartheid ?

Ce projet de loi, qui sert indéniablement, en période électorale, les desseins du Parti démocrate, a peu de chances d'être voté par le Sénat, et encore moins d'être entériné par le président Reagan, qui, si nécessaire, utilisera son droit de veto. Il n'empêche qu'à Pretoria on veut voir dans cette initiative une sorte de déclaration de guerre économique. Et, du coup, l'éventualité d'une victoire du candidat démocrate, M. Michael Dukakis, à l'élection présidentielle donne des frissons aux autorités sud-africaines.

Les adversaires des sanctions contre le régime de Pretoria ne cessent d'affirmer que la main-d'œuvre noire est la première à pâtir des fermetures d'usines et du déclin de l'économie qu'elles entraînent. La porte-parole de la Maison Blanche vient de le rappeler : « Des sanctions affecteraient les gens que nous tentons d'aider. »

On estime à quelques dizaines de milliers de milliers la somme des victimes de la première vague de sanctions américaines décidée en octobre 1986. A l'époque, plus de trois cents entreprises à capitaux américains étaient installées en Afrique du Sud. Aujourd'hui, il n'en reste plus que 157, qui emploient environ 85 000 travailleurs, dont plus de 50 000 Noirs. Les « géants » — IBM, General Motors, Kodak — ont abandonné le terrain.

Cette initiative parlementaire américaine semble d'autant plus mal venue que l'Afrique du Sud est engagée, depuis plusieurs semaines, dans une longue et difficile négociation avec l'Angola et Cuba pour créer les conditions d'une paix durable dans l'Afrique du Sud-Ouest, qui pourrait notamment aboutir à l'indépendance de la Namibie. Le président Botha s'est déclaré « stupéfait » de constater que, au moment où son pays fait preuve d'une certaine bonne volonté, d'aucuns, outre-Atlantique, cherchent toujours à renforcer la politique des sanctions à son égard.

Le projet de loi irait-il jusqu'à interdire certaines transactions financières indispensables à l'application de la résolution 435 des Nations unies sur l'indépendance de la Namibie ? Les autorités de Pretoria menacent aujourd'hui de faire capoter les négociations de paix en cours, pourtant conduites sous l'égide des Etats-Unis. « Les membres du Congrès américain ne se préoccupent pas le moins du monde des conséquences néfastes de leur action pour la recherche d'une solution pacifique aux problèmes de l'Afrique australe dans son ensemble », a averti M. Botha.

L'Afrique du Sud a beau jeu de dramatiser la situation, de crier au scandale même si ses dirigeants reconnaissent que le projet de loi incriminé vise « exclusivement des objectifs de politique intérieure américaine ». Mais, en s'engageant dans de délicates négociations de paix, les autorités de Pretoria ne cherchent-elles pas aussi à gommer cette image de « pays de l'apartheid » qui leur colle indélébilement à la peau ?

M 0146 - 0815 0 - 6.00 F

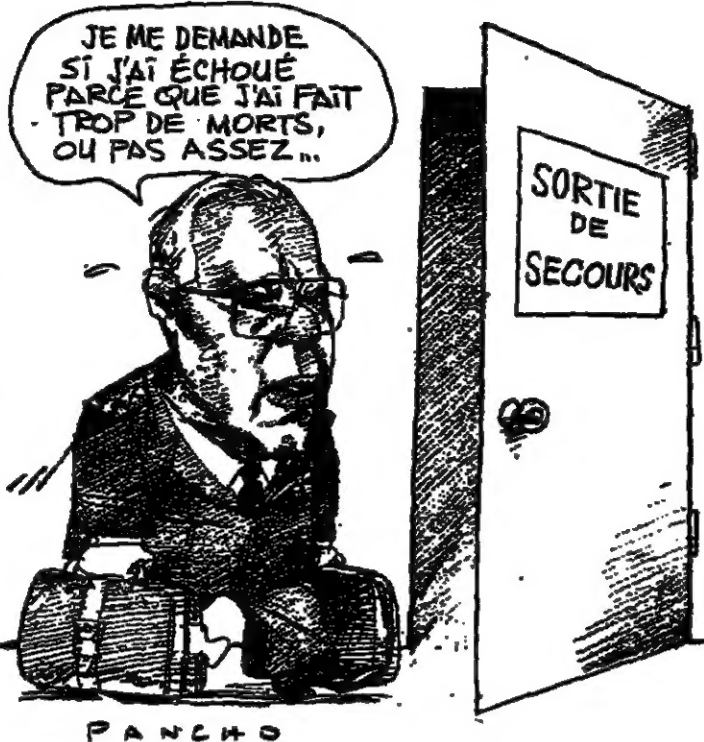
379014600000 08150

Après les sanglantes émeutes de Rangoun

Les Birmans accueillent avec enthousiasme la démission du président Sein Lwin

Rangoun semblait avoir retrouvé le calme, le samedi matin 13 août, après cinq journées de violence qui ont fait de très nombreuses victimes. La démission du président Sein Lwin, annoncée vendredi par la radio, a été accueillie avec enthousiasme par les habitants de la capitale birmane. Le Parlement et le comité central du parti unique devraient se réunir vendredi prochain pour trouver un successeur au dictateur, dont le règne n'aura duré que dix-huit jours. Il semble que le général Sein Lwin ait été contraint par ses pairs de céder le pouvoir, ceux-ci s'inquiétant des risques de déstabilisation que sa sanglante politique de répression faisait courir au régime. D'autant que les insurrections nationalistes tentent de profiter de l'affaiblissement du pouvoir central pour étendre leurs activités.

(Lire nos informations page 3.)



PANCHO

Les orientations du ministre du travail

M. Soisson, apôtre du dialogue social

Premier ministre du travail centriste d'un gouvernement socialiste, sous la V^e République, M. Jean-Pierre Soisson s'est vite aperçu que les partenaires sociaux ne veulent pas d'un Etat minimum qui se cachait sous la table de négociation. Pour eux, le ministre du travail reste une pièce maîtresse dans la mise en œuvre du dialogue social.

Comme ses prédécesseurs, MM. Séguin et Delebarre, M. Soisson va être avant tout le ministre du chômage. Si M. Michel Rocard ne parle plus du tout de son projet de « nouveau pacte social », qu'il arboitait lorsqu'il était candidat à la candidature à la présidence de la République, M. Soisson ne semble pas chargé de bâtir une politique sociale autour d'une nouvelle série de grandes réformes qui bouleverseraient la législation. On n'est plus en 1981. Le nouveau ministre aura sans doute à cœur, avec le concours de son

secrétaire d'Etat, M. André Laget, de mettre en œuvre une réforme, ou du moins un toilettage, de la formation professionnelle, domaine où ses compétences sont reconnues de longue date. Mais il estime que son rôle est d'abord de favoriser la reprise du dialogue social afin d'aboutir à une « plus grande cohésion » entre les Français.

Ce message mitterrandien sur la cohésion sociale, M. Soisson l'a déjà exprimé devant la Commission nationale de la négociation collective, dans une intervention où il a esquissé, le 11 juillet, les orientations de sa politique : « Le dialogue contractuel est le vecteur essentiel de la modernisation de la société civile. Les organisations représentatives des employeurs et des salariés doivent définir ensemble les voies et les moyens d'un partage équilibré des gains de productivité, qui garantirait la cohésion sociale nécessaire à tout progrès économique. » Le ministre veut marier modernisation et cohésion, ce qui

suppose, à ses yeux, plusieurs conditions : les syndicats doivent poursuivre leur effort d'adaptation ; certaines « situations acquises » doivent être réexaminées, afin d'éviter l'insadaptation ou l'archaïsme. Mais « encore faut-il que de telles révisions présentent des contreparties pour les salariés et permettent de trouver de nouveaux points d'équilibre ».

Très soucieux de voir son action jugée crédible par les partenaires sociaux, M. Soisson fait de la relance du dialogue social l'axe majeur de sa politique. Mais, pour cela, il n'entend pas rester dans les coulisses pour compter les points. On peut résumer son approche par une triple mission : entretenir et développer la concertation bilatérale ; inciter les partenaires sociaux à négocier à tous les niveaux ; être, non le tuteur ou le gendarme, mais le contrôleur de la négociation, quitte à rappeler à l'ordre tel ou tel.

MICHEL NOBLECOURT.

(Lire la suite page 11.)

Nouvelle initiative de paix de M. Perez de Cuellar

L'ONU propose un « compromis » sur le Sahara occidental

Le plan de paix au Sahara occidental, que vient de présenter M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, semble être un « compromis » acceptable par les deux parties en cause, le Maroc et le Front Polisario, même si les points de friction concernant l'organisation d'un prochain référendum n'ont pas tous été éliminés.

NEW-YORK (Nations unies)
de notre correspondant

Le plan de règlement du conflit du Sahara occidental remis, le jeudi 11 août, aux deux parties (le Monde du 13 août) paraît devoir satisfaire, in fine, tant les maquisards sahraouis que le roi Hassan II. Après avoir été mitonné dans le plus grand secret et depuis plusieurs mois par M. Javier Perez de Cuellar — avec l'aide des instances dirigeantes de l'Organisation de l'unité africaine, — seuls M. Filali, ministre marocain des affaires étrangères, et M. Moustapha, secrétaire général du Front Polisario, en ont reçu copie, alors que les ambassadeurs algérien et mauritanien n'ont été informés que verbalement. Si Rabat ne

s'est pas encore prononcé sur son contenu, M. Moustapha — après en avoir critiqué certains aspects — a néanmoins déclaré, le vendredi 12 août à New-York, que « l'esprit des propositions est acceptable » bien que « leurs formulations doivent être discutées ».

Les propositions couvrent l'ensemble des principaux problèmes que pourrait poser l'organisation d'un référendum sur le territoire abandonné par l'Espagne en 1975 et annexé dans sa totalité par le royaume chérifien en 1979, à commencer par la question qui serait posée à la population lors de la consultation : « Souhaitez-vous l'indépendance ou l'intégration au Maroc ? »

CHARLES LESCAUT.

(Lire la suite page 4.)

Le débat sur la Nouvelle-Calédonie

Les représentants du FLNKS et du RPCR vont se rencontrer à Paris
PAGE 14

La convention républicaine

L'investiture de M. Bush à La Nouvelle-Orléans
PAGE 14

Le veau aux hormones

Un scandale national en RFA
PAGE 11

L'Afrique poubelle

Le président du Mali refuse d'accueillir les déchets industriels de l'Europe
PAGE 5

L'Opéra Bastille

Un jugement photographique
PAGE 8

Chronologie

Juillet en France et dans le monde
PAGE 7

Le sommaire complet se trouve en page 14

Sept inculpations après plusieurs meurtres de personnes âgées

« Orange mécanique » en Haute-Savoie

Sept personnes, dont cinq garçons mineurs, accusées d'être les auteurs d'une série de meurtres, de tentatives de meurtres et d'agressions de personnes âgées commises entre novembre 1987 et juillet dernier dans la région d'Annecy, ont été arrêtées par la compagnie de gendarmerie d'Annecy (Haute-Savoie), présentées au parquet, inculpées par M. Charles Clerc-Renaud, juge d'instruction à Annecy et écrouées.

Tous ces jeunes domiciliés à Rumilly (Haute-Savoie) ont avoué avoir attaqué leurs victimes armés de gourdins ou de fusils dans le seul but de les dévaliser.

LYON
de notre bureau régional

« Une dérive meurtrière quasi unique dans les annales. » Oubliant la fatigue, le capitaine Bernard Cavalier, commandant la compagnie de gendarmerie d'Annecy et directeur de l'enquête, avoue son effarement devant « l'absence totale de références morales » des adolescents arrêtés, « engendrée par une sous-culture de feuilletons américains ».

A la satisfaction d'avoir éliminé une série d'agressions d'une rare sauvagerie commises en un peu plus d'un semestre contre huit personnes âgées de soixante-quinze à quatre-vingt-cinq ans de

différentes localités de la Haute-Savoie et de l'Ain, se mêle chez les enquêteurs un profond malaise. Sur les sept auteurs présumés des trois meurtres, des deux tentatives d'homicide volontaire et des trois vols aggravés avec armes et violences, cinq sont des adolescents, le seul adulte, âgé de trente ans, n'apparaissant pas comme le meneur.

Des garçons ordinaires, résidant à Rumilly (Haute-Savoie), qui n'avaient, pour la plupart, jamais eu affaire à la justice, ou alors pour des peccadilles. « De bons petits Français », souligne le capitaine de gendarmerie, issus de familles respectables.

ROBERT BELLERET.

(Lire la suite page 6.)



Les bijoux Cartier sont en vente exclusivement dans les joailleries Cartier et les boutiques Mont de Cartier, un certificat authentifie leur authenticité les accompagne.

12 AVENUE MONTAIGNE, PARIS 47.20.06.73

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 6 dr. ; Tunisie, 700 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 40 fr. ; Canada, 1,75 \$; Danemark, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Espagne, 175 pes. ; Grèce, 60 dr. ; Irlande, 60 p. ; Italie, 2.000 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 40 L. ; Norvège, 13 kr. ; Pays-Bas, 2,50 f. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 14 kr. ; Suisse, 1,80 f. ; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 2 \$.

Dates

Il y a dix ans

L'été des trois papes

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Tél. MONDIPAR 650 572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beau-Méry (1944-1969)
Jacques Faure (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les rédacteurs du Monde »

Société anonyme

des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Wouss.

Rédacteur en chef :

Daniel Verne.

Carte d'abonnement en chef :

Claude Sales.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-83 ou 45-55-91-71
Tél. MONDPUB 206 136 F

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Microfilms et index du Monde
Renseignements au (1) 42-47-89-81.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Tape LEMONDE

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tel.	FRANCE	BRÉSIL	RUSSIE	AUTRES PAYS
3	354 F	399 F	504 F	607 F
6	671 F	762 F	972 F	1 317 F
9	954 F	1 089 F	1 404 F	1 922 F
12	1 280 F	1 380 F	1 800 F	2 530 F

ÉTRANGER :
Par voie aérienne
tarif sur demande.

Pour vous abonner
RENOYER CE BULLETIN
accompagné
de votre règlement

à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL
3615 LEMONDE
code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou
provisaires : nos abonnés sont invités à
formuler leur demande deux semaines
avant leur départ. Joindre la dernière
bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois 6 mois 9 mois 1 an

☐ ☐ ☐ ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire
tous les noms propres en capitales
d'imprimerie.

Mais quelle mouche avait donc piqué, cet été-là, le Saint-Esprit ? Quand, à la fin du premier week-end d'août 1978, le dimanche 6 au soir, dans la touffeur de Castel-Gandolfo, Paul VI s'éteint à l'âge de quatre-vingt-un ans, après quinze ans de règne, personne ne peut deviner que les trois mois qui suivront allaient changer la face de l'Eglise. Car unique dans la Rome des temps modernes, trois papes vont se succéder, l'espace d'un été, sur le trône de Pierre.

L'AGONIE de Paul VI, frappé depuis des années d'une artériosclérose qui rendait douloureux le moindre de ses déplacements, n'a duré que quelques heures. Rien à voir avec celles, si longues, de Pie XII, en 1958, et de Jean XXIII, en 1963. La mort simple et discrète de Giovanni Battista Montini conclut un pontificat dont les dernières années ont été lourdement assombries par des événements aussi divers que la législation du divorce en Italie et l'assassinat du dirigeant démocrate-chrétien Aldo Moro, la contestation de l'encyclique *Humanae Vitae* sur la contraception, les audaces théologiques d'Eglise, comme celle des Pays-Bas ou les assauts des catholiques intégristes qui allaient aussi donner du fil à retordre, jusqu'à aujourd'hui, à son successeur.

Paul VI laisse le souvenir d'un pape scrupuleux, hésitant sur le cap à suivre, prisonnier des pressions exercées sur sa gauche par les fils prodiges du concile Vatican II (1962-1965), qu'il avait mené jusqu'à son terme, aussi bien que sur sa droite par les adversaires acharnés de toute ouverture du catholicisme au monde moderne, confondu avec Satan.

Un conclave éclair

A la fin des années 60, cet Italien du Nord, fin, cultivé, ami de la France et des Français, avait senti un monde et une Eglise vaciller sous ses pas. A sa mort, l'hommage est unanime. Son principal mérite a été d'avoir guidé une Eglise agitée par les remous des lendemains du concile, innové par ses voyages en Amérique latine, en Asie, en Afrique, amorcé la détente avec les régimes communistes de l'Est et fait franchir à l'œcuménisme des pas de géant, notamment dans la réconciliation avec les orthodoxes et les anglicans.

Devant l'abondance des questions laissées en suspens par cette mort, le conclave, qui s'ouvre le vendredi 25 août 1978, doit être, prévoit-on alors, l'un des plus ouverts de l'histoire. Paul VI avait agrandi le cercle du Sacré Collège à de nombreux cardinaux du tiers monde dont personne ne pouvait préjuger le vote. Avec cent onze cardinaux électeurs (ceux qui sont âgés de moins de quatre-vingts ans), le conclave n'a jamais été aussi nombreux. Théologiens, sociologues, journalistes, remplissent leurs colonnes de portraits robots d'un pape idéal, à la fois pasteur et diplomate, jeune et médiatique, pour l'Eglise de la fin du siècle. Mais, premier clin d'œil du Saint-Esprit en cet été 1978, ce conclave, apparemment si indélicat, allait se révéler l'un des plus courts de l'histoire.

Conclave éclair, comme sera soudain la popularité du nouvel élu, le cardinal Albino Luciani, patriarche de Venise, soixante-six ans, qui, en prenant le nom de Jean-Paul I^{er}, avait choisi le double patronage de ses prédécesseurs, et surtout comme sera bref son pontificat — trente-trois jours, — l'un des plus courts dans l'histoire bimillénaire de l'Eglise catholique.

Le Saint-Esprit n'avait pas fini de jouer avec les nerfs des cardinaux.

Il avait suffi de quatre tours, le samedi 26 août, pour qu'Albino Luciani obtienne la majorité qualifiée des deux tiers du conclave (75 voix). Le nom de l'élu autant que cette rapidité avaient retenti comme une surprise dans le monde entier. Le futur Jean-Paul I^{er} avait bien été cité dans les pronostics, mais plus par habitude — Pie X et Jean XXIII avaient été aussi patriarches de Venise — que par conviction.

La préférence des cardinaux était allée à un pape simple pasteur, plutôt qu'à un politicien ou à un homme d'appareil. Jean XXIII avait mené une carrière diplomatique au Proche-Orient et à Paris. Paul VI avait longtemps travaillé dans l'ombre de Pie XII comme substitut, avant d'exercer ses talents d'évêque de terrain à Milan, le plus grand diocèse d'Italie et sans doute du monde. Mais Jean-Paul I^{er} n'était jamais sorti de sa Venétie natale et n'était pas passé par les grandes écoles qui forment les cadres du Vatican dont il connaissait à peine les cou-

visages souriants, contrastant avec la gravité de Paul VI, qui portait sur lui toute la tristesse de la terre, fait le tour du monde. Mais les diplomates et les théologiens s'étonnent. Une fois, Jean-Paul I^{er} se met à comparer Dieu à une mère. Sa catéchèse du mercredi, jour d'audience place Saint-Pierre, ressemble plus à celle d'un curé de campagne qu'à celle d'un pape. Il cite des écrivains populaires, des poètes et, sur des sujets d'actualité, conte des anecdotes, dans le style des billets humoristiques et des lettres imaginaires de Dickens, Péguy, Gide, Jésus ou... Pinocchio qu'Albino Luciani avait recueillies et publiées sous le titre *Illustrissimi* et qu'après son élection on s'arrache dans les librairies romaines.

C'est à l'avant-veille de sa mort, au cours de sa quatrième et dernière audience hebdomadaire et devant un public de malades, que Jean-Paul I^{er} va lâcher tout à trac : « Sachez que votre pape a été huit fois à l'hôpital et qu'il a subi quatre opérations ». Le pape était un grand malade, mais son Eglise et le monde l'ignoraient.



loirs. « Un simple prêtre était devenu évêque », dit Jean Chénin. Un simple évêque devenait pape. (1).

Elu pour rétablir l'ordre dans le domaine doctrinal et disciplinaire de l'Eglise catholique, sa méconnaissance des rouages et des dossiers est telle qu'il doit aussitôt composer avec une structure vaticane entièrement modelée sur la personnalité de son prédécesseur. Son premier geste est de confirmer dans leurs fonctions les responsables de la curie. Il se lie d'amitié avec le cardinal français Jean Villot, déjà secrétaire d'Etat de Paul VI, le numéro deux dans la hiérarchie romaine, auprès de qui il fait son apprentissage de pape.

Le temps d'un sourire

Très vite, cependant, Jean-Paul I^{er} va souffrir de son impréparation et de son isolement. Un jour, il demande discrètement à son frère, Eduardo Luciani, de l'aider à situer sur une mappemonde des villes américaines, avant de recevoir un groupe d'évêques des Etats-Unis (2). « Si j'avais su que je serai pape un jour, confie-t-il un peu naïvement au cours d'une audience publique, j'aurais appris davantage. »

Son style bonhomme et ses mots d'esprit plaisent pourtant aux foules. Son

« Dieu vous pardonne pour ce que vous avez fait », avait dit Albino Luciani, sous le choc de son élection, aux cardinaux encore réunis dans la chapelle Sixtine. Le 4 octobre suivant, défendant sous la pluie battante devant son cercueil sobriement déposé à même la dalle, sur le parvis de la basilique Saint-Pierre, les électeurs de Jean-Paul I^{er} méditeront cette formule. C'est le vendredi 29 septembre, avant 7 heures, inquiètes de son retard inhabituel à la messe matinale dans sa chapelle privée, que seurs Vincenzo, qui était déjà à son service à Venise, et son secrétaire particulier, John Magee, avaient découvert le pape mort, la tête inclinée sur le côté, quelques feuilles encore à la main, la lampe allumée.

Peut-être mort pour un « pauvre pape », comme il se qualifiait lui-même, mais que certains auteurs en mal d'imagination, inventent une abracadabrante histoire d'empoisonnement, vont transformer très vite en roman-feuilleton. Devant les premières rumeurs, le cardinal Villot, à nouveau camerlingue de l'Eglise (3), avait refusé la demande d'autopsie exprimée dans les heures qui ont suivi le décès de Jean-Paul I^{er}. Il est en effet contraire à toutes les habitudes romaines d'enquêter sur la mort du pontife, plus encore d'examiner sa dépouille mortelle.

Mais la thèse officielle de la crise cardiaque n'était-elle pas suffisamment plausible ? La surprise de son élection, la nouveauté et l'immensité de la tâche qui l'attendait, ont en fait ébranlé un homme chez qui les uns avaient vu l'annonce d'une cure de jeunesse pour l'Eglise, les autres le risque d'un rapetissement de la vision universelle d'un Jean XXIII ou d'un Paul VI. « Jean XXIII avait élargi une cure de campagne à la dimension du monde. Je crains que Jean-Paul I^{er} ne soit en train de faire l'inverse », avait dit un dirigeant politique italien à Robert Solé (Le Monde du 30 septembre 1978).

L'échéec des Italiens

Une fois passée la stupeur du monde entier, les conciliabules, les rumeurs, les rites et les mystères du conclave vont reprendre en cette fin d'été romain. Autant le conclave d'août avait été une magistrale démonstration d'unité, autant celui d'octobre (du 14 au 16) allait être marqué par des tracasseries plus ou moins laborieuses, mais également se conclure par un coup de théâtre : l'élection du premier cardinal non italien depuis 1522, Karol Wojtyła, archevêque de Cracovie, âgé de cinquante-huit ans.

Inconnu du grand public — à l'annonce de son nom place Saint-Pierre, le soir du 16 octobre, beaucoup de Romains ont cru à un élu africain. — Karol Wojtyła n'était pas de la plupart des cardinaux, sauf peut-être, dira la rumeur du conclave, du cardinal Casariego, cherchant à savoir qui était ce « cardinal Borghese ». Le jeune évêque, qui avait participé à l'octobre 1978, on l'a aussi vu à la fin de la grâce, de Philippe Le Villain et François-Charles Ugolin (Calmeau-Lory, 1984) et les Conclaves contemporains, de Charles Commaux (Franco-Empire, 1985).

pratique de la langue italienne et sa sûreté doctrinale. Au printemps 1976, c'est lui qui avait prêché le carême devant Paul VI et la curie. Enfin, n'avait-il pas obtenu déjà quelques voix lors du conclave d'août ?

Son élection est le résultat de la division du camp italien, réduit à vingt-sept cardinaux en raison de l'internationalisation du Sacré Collège. Deux Italiens dominaient les pronostics d'avant-conclave et les premiers scrutins du dimanche 15 octobre. Le premier est le cardinal Giuseppe Siri, archevêque de Gênes, soixante-deux ans, personnalité forte et indépendante. C'est un conservateur qui oblige les prêtres de son diocèse à porter la soutane. Il porte les espoirs de ceux qui, après ces mois de flottement, veulent restaurer une conduite ferme de l'Eglise. Mais, dès le premier conclave de 1978, il avait rencontré des oppositions farouches. « Ma mauvaise réputation m'a épargné l'élection », devait-il alors déclarer.

Le second est le cardinal Giovanni Benelli, qui a la double expérience de la curie romaine, ayant été substitut sous Paul VI, et, quoique plus court, de la direction d'un grand diocèse, ayant été nommé archevêque de Florence en 1977. Son jeune âge — cinquante-sept ans — ne lui avait pas permis de s'affirmer directement au cours du conclave d'août. Très influent, il avait fait campagne pour Albino Luciani. Mais, cette fois, la jeunesse et la solidité physique deviennent des atouts. Giovanni Benelli a contre lui, en revanche, un tempérament impétueux et vif, qui ne lui en avait pas fait que des amis dans l'épiscopat mondial.

Dès les premiers tours de scrutin, l'affrontement semble inévitable entre les deux papables. L'ouverture du conclave, qui plus est, avait été marquée par un incident rarissime. Le cardinal Siri avait donné à la *Gazzetta del Popolo* une interview qui ne devait être publiée qu'une fois les électeurs enfermés dans le secret du conclave. L'embargo n'a pas été respecté. L'archevêque de Gênes se présente comme « l'un des hommes les plus calomniés » et fait valoir quelques réserves sur des réformes du concile. Malgré ses démentis, une main peu charitable glissera cette interview dans le dossier des cardinaux réunis à la chapelle Sixtine.

Une campagne discrète mais tenace

Au fil des quatre votes du dimanche 15 octobre, les cardinaux Siri et Benelli vont faire leur plein de voix, ne dépassant guère, selon certains observateurs, plus du tiers des suffrages du conclave, et, le lundi matin, la situation semblait bloquée (4). « On a perdu une journée pour savoir si on allait en Italie ou pas », commentera même l'archevêque de Paris, le cardinal Marty.

S'il faut un troisième homme, pourquoi ne pas le chercher à l'étranger ? Dans l'espèce de précampagne qui avait suivi la mort de Jean-Paul I^{er}, l'idée avait déjà fait son chemin, exprimée notamment par des hommes comme le cardinal König, archevêque de Vienne, ou le Néerlandais Johannes Willebrands. Les plus réservés par rapport à l'élection d'un pape non italien invoquaient la tradition qui consiste à choisir dans la péninsule l'évêque de Rome.

Jamais, au matin du lundi 16 octobre, la situation n'était apparue aussi favorable à un tel renversement. A la division italienne, s'est ajoutée dans le cours du conclave l'effet d'une campagne, discrète mais tenace, menée en faveur du cardinal polonais Karol Wojtyła par des hommes influents comme Franz König, Joseph Krol, archevêque de Philadelphie, lui-même d'origine polonaise, et les cardinaux allemands. Quelques jours plus tôt, à la fin du mois de septembre, l'épiscopat allemand avait reçu en grande pompe la hiérarchie polonaise pour illustrer la réconciliation entre les deux pays.

Le jeune archevêque de Cracovie avait recueilli une dizaine de voix dès le 15 octobre. Mais, le lendemain, il n'allait cesser de progresser, obtenant, le soir 91 voix. A la question traditionnelle, posée par le camerlingue, de savoir s'il accepte l'élection, le cardinal Wojtyła répond en latin : « Obéissant à l'article 86 de la constitution Romano pontificale eligendo, à l'amour du Christ, confiant en la très douce Mère Marie, conscient des dangers, j'accepte. » Emu, il annonce qu'il prend le nom de Jean-Paul II. Une nouvelle fumée blanche peut se lever dans le ciel de Rome. Quelques minutes plus tard, sous les projecteurs de la place Saint-Pierre, le premier contact entre le nouveau pape polonais et la foule romaine équivaut à un coup de foudre. Une page s'ouvre, qui dure depuis dix ans.

HENRI TINCO.

(1) La Vie quotidienne au Vatican sous Jean-Paul II, de Jean Chénin, Hachette, 1985.
(2) Les Secrets du Vatican, de Benay Lal, Hachette, 1983.
(3) Le camerlingue est notamment chargé, pendant la vacance du siège apostolique, d'organiser les obsèques du pape et de préparer le conclave désignant son successeur.
(4) A propos des deux conclaves d'août et octobre 1978, on lira aussi le Vatican ou les frontières de la grâce, de Philippe Le Villain et François-Charles Ugolin (Calmeau-Lory, 1984) et les Conclaves contemporains, de Charles Commaux (Franco-Empire, 1985).

LE MONDE diplomatique

INFORMATION ET AFFAIRISME

Août 1988

par CLAUDE JULIEN

Libre, la presse ? Oui, à condition d'avoir accès à d'importantes sources de capitaux, ce qui ne l'empêche pas de quémander les aides de l'Etat. La liberté, soumise à celle du commerce, à l'affairisme, fait une victime : le lecteur-citoyen, privé de débats sur l'essentiel. Quant au droit à la vulgarité et à la futilité, il demeure imprescriptible. Au nom de la liberté.

MOSCOU-PRAGUE

Vingt ans après...

En 1968, les tanks soviétiques « normalisaient » la Tchécoslovaquie, écrasant les espoirs nés avec le « printemps de Prague ». Aujourd'hui, un autre « printemps » s'épanouit à Moscou ; la presse y dénonce avec vigueur les aberrations du stalinisme et ose aborder des sujets tabous : la sexualité ou la situation dans les prisons. Mais les dirigeants soviétiques pourront-ils aller de l'avant dans la « glasnost » sans reconnaître le caractère désastreux de l'intervention en Tchécoslovaquie il y a vingt ans ?

En vente chez votre marchand de journaux

BIRMANIE : après cinq journées d'émeutes sanglantes

Le général Sein Lwin a été contraint de quitter le pouvoir

L'annonce, vendredi 12 août, par Radio-Rangoun, de la démission du général Sein Lwin a été accueillie par des explosions de joie dans la capitale birmane. Les gens se congratulent, après cinq jours d'affrontements violents qui ont fait entre cinq cents et mille cinq cents morts, selon des témoins étrangers. Officiellement, le nombre des victimes approche la centaine.

C'est par un sec communiqué de deux paragraphes que la chute du dictateur — après seulement dix-huit jours de règne marqués par un soulèvement de la population et une sanglante répression — a été annoncée. Le comité central du Parti du programme socialiste (parti unique) « a accepté la lettre de démission de Sein Lwin de son poste de président du parti et de membre du comité central », a indiqué le radio, ajoutant que le général avait également abandonné la présidence de l'Etat et son mandat de député. Le comité central et le Parlement se réuniront en session extraordinaire le

19 août pour discuter de sa succession.

Il semble bien que le « boucher de Rangoun » ait été contraint de démissionner par ses pairs, compte tenu de l'aggravation rapide de la situation. Jeudi soir encore, il aurait déclaré : « Nous avons le pouvoir d'écraser les manifestations, et ils [les émeutiers] devront venir ramper à nos pieds ».

Certaines informations laissent à penser que le vieux général Ne Win, dont la démission, le 25 juillet dernier, avait ouvert le chemin au général Sein Lwin, longtemps son collaborateur, n'aurait pas été étranger à cette éviction. L'ancien président pourrait jouer un rôle important dans la désignation du futur président du parti et de la République, sans toutefois, peut-on penser, reprendre autrement que temporairement le pouvoir.

Peu de noms circulent dans ce pays qui a élevé le secret au niveau d'une institution. Cependant, le nom le plus souvent

avancé est celui du général Kyaw Htin, un militaire formé aux Etats-Unis et « numéro trois » du régime. A moins que l'ancien général Aung Gyi, emprisonné au début d'août, ne sorte de prison pour tenter de calmer les manifestants.

C'est la détermination de ceux-ci qui a sans doute convaincu l'armée qu'elle devait se débarrasser d'un dirigeant qui menait le pays, mais surtout le régime, à l'abîme. En effet, les manifestants s'en prennent de plus en plus à des bâtiments officiels (postes de police, bureaux du parti unique, etc.), et leur mouvement avait fini par semer le trouble parmi certains soldats et officiers, au

point qu'on avait signalé des cas de refus d'ouvrir le feu, voire de désertion.

Le danger d'une extension de la guérilla

Plus grave encore, la poursuite des manifestations ne pouvait qu'affaiblir l'armée dans sa lutte contre les diverses insurrections ethniques et contre le PCB. En effet, pour maintenir l'ordre dans les villes, le régime a été contraint de retirer un nombre important d'unités — certaines zones partiellement de la moté — des zones de combat. Déjà des informations

ont fait état de l'entrée d'unités rebelles karens à Pa-an, la capitale de l'Etat karen.

M. Brand Seng, président du Front national démocratique, qui regroupe plusieurs mouvements d'opposition armée, et qui est le chef de la dissidence kachin, a appelé ses partisans à profiter de l'occasion pour lancer une grande offensive coordonnée contre les forces gouvernementales. Il a estimé qu'une vingtaine de villes étaient à la portée des guérilleros du Front, et il a lancé un appel aux soldats gouvernementaux pour qu'ils rallient ses rangs et se battent pour « la paix et la démocratie ».

Les opposants sont trop faibles, et trop divisés, pour menacer Rangoun. D'autant qu'ils ne comptent guère dans leurs rangs de membres de l'ethnie birmane, majoritaire. Cependant, une telle situation ne peut qu'aggraver l'insécurité des dirigeants militaires, qui s'efforcent de réduire la dissidence, ou du moins de la contenir, dans les régions montagneuses. C'est donc plus pour

assurer la survie du régime que par une soudaine conversion à la démocratie que l'armée vient de contraindre le général Sein Lwin à s'effacer.

Cela suffira-t-il à calmer l'agitation d'une population menée par les étudiants et bénéficiant du soutien de nombreux bouzes ? Une fois exprimée la joie d'être débarrassés d'un dictateur encore plus brutal que son prédécesseur, les revendications qui étaient à l'origine du soulèvement de ces derniers jours vont resurgir. Déjà des Birmans réclament une amélioration de la situation économique — et en particulier une baisse du prix du riz, qui avait grimpé de 50 % depuis l'arrivée au pouvoir du général Sein Lwin, — la libération des prisonniers politiques et plus de démocratie. Si le régime ne décide pas, enfin, de prendre en compte les exigences des Birmans exaspérés par un quart de siècle de dictature et de misère, les troubles risquent de reprendre.

PATRICE DE BEER.

Un règne de dix-huit jours

La démission, vendredi 12 août, du général Sein Lwin de ses fonctions de chef de l'Etat et de président du Parti du programme socialiste intervient après une semaine d'émeutes. Voici un rappel des événements depuis la démission du général Ne Win et son remplacement par le général Sein Lwin :

25 JUILLET : démission du général Ne Win au pouvoir depuis 1962.

26 JUILLET : le général Sein Lwin devient président du parti unique.

27 JUILLET : le général Sein Lwin est nommé chef de l'Etat.

30 JUILLET : arrestation de l'ancien général Aung Gyi, importante figure de l'opposition, qui avait dénoncé la répression contre les étudiants.

2 AOUT : nouvelles manifestations d'étudiants à Rangoun.

3 AOUT : proclamation de l'état d'urgence et de la loi martiale à Rangoun à la suite de manifestations ayant été qualifiées de « situation incontrôlable pour les autorités civiles », selon la radio officielle.

4 AOUT : marche d'environ deux cents étudiants dans le centre de la capitale.

6 AOUT : cinq personnes sont tuées et dix-neuf autres blessées par les forces de sécurité au cours de manifestations d'étudiants à Pagan et Thant-

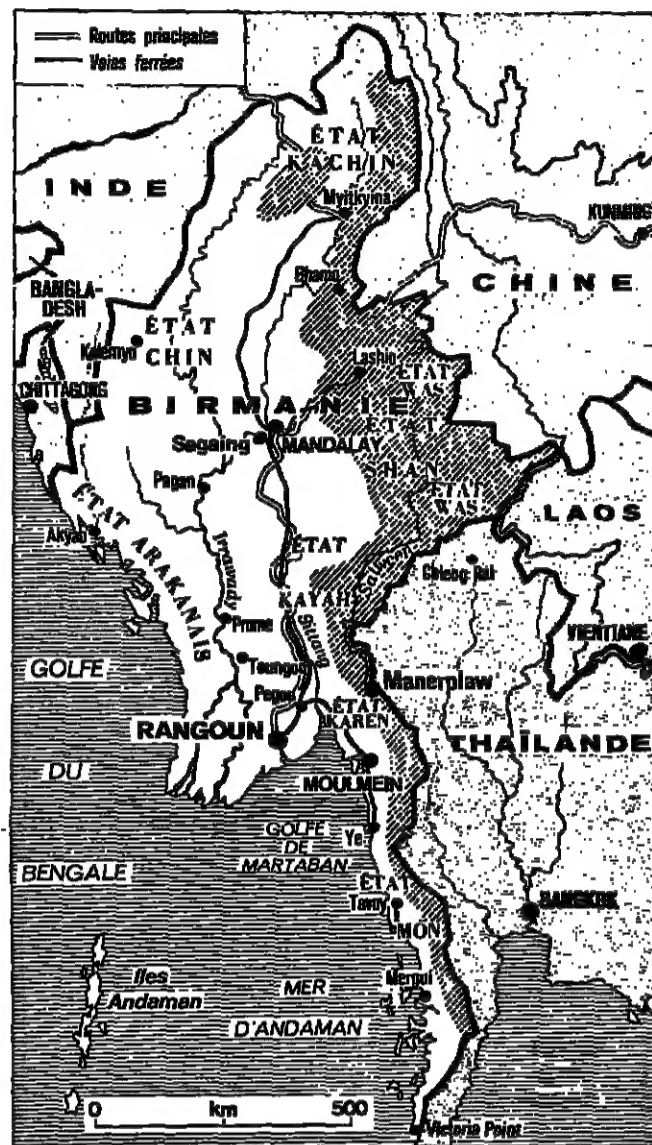
pin. A Yangon, la police tire sur les manifestants.

9 AOUT : quelques deux cents personnes sont tuées par les forces de l'ordre lors de nouvelles manifestations à Rangoun. Le bilan officiel fait état de quarante morts et d'environ mille cinq cents arrestations parmi les manifestants depuis lundi. Des bouzes se joignent aux manifestations.

10 AOUT : trois policiers sont décapités par des manifestants dans la capitale et trois autres membres des forces de sécurité ont été tués, annonce la radio officielle. Les Etats-Unis ferment provisoirement leur ambassade à Rangoun. La Birmanie suspend la délivrance des visas.

11 AOUT : poursuite des manifestations qui ont fait quatre-vingt-huit morts depuis lundi, selon les chiffres officiels. Des rumeurs de meurtre au sein de l'armée circulent dans la capitale. Selon la police d'Etat, les manifestants se sont dispersés de la ville frontalière de Victoria-Point, où les forces de l'ordre auraient refusé de tirer sur les civils. Les émeutes continuent de s'étendre dans le pays.

12 AOUT : selon le journal britannique The Times les émeutes auraient fait entre cinq cents et mille cinq cents morts. Le général Sein Lwin démissionne de toutes ses fonctions.



En lacheté : les zones de rébellion

Une fédération secouée par des insurrections ethniques

La République socialiste de l'Union birmane est un pays de 678 000 kilomètres carrés peuplés d'environ 38 millions d'habitants. Ancienne colonie britannique, la Birmanie a accédé à l'indépendance le 4 janvier 1948. En 1962, le général Ne Win a succédé, à la suite d'un coup d'Etat militaire, au premier ministre élu, U Nu, et a gouverné le pays jusqu'à sa démission au 25 juillet 1988.

Ancien pays exportateur de riz, riche en pétrole, la Birmanie a été ruinée par vingt-cinq ans d'isolement et de régime militaire s'appuyant sur une économie entièrement contrôlée par l'Etat. Elle est aujourd'hui sur la liste des « pays les moins avancés » des Nations unies.

La majorité de la population est regroupée dans la riche plaine de l'Irrawadi ; elle est d'ethnie birmane. En revanche, les régions frontalières sont peuplées de nombreuses minorités ethniques. D'où le caractère fédéral de l'Union, composée de quatre Etats. C'est cependant Rangoun qui exerce le véritable pouvoir. Ce qui explique la poursuite, depuis trois décennies, de plusieurs insurrections sépara-

tistes contre lesquelles le pouvoir mobilise la plupart de ses cent quatre-vingt-dix mille soldats.

Cependant, en dépit de succès ponctuels, le régime n'est pas en mesure de mettre un terme à ces dissidences. Les principaux mouvements nationalistes se trouvent chez les Karens, les Shans et les Kachins, mais d'autres groupes moins importants ont aussi pris les armes (Mons, Arakanais, Paos, Was, Karennis...). Ils sont regroupés dans Front national démocratique, structure assez lâche à laquelle s'est allié le PCB, Parti communiste pro-chinois, basé dans le Nord-Est, le long de la frontière chinoise. Ce dernier a subi de sérieux revers au cours des dernières années.

Enfin, il ne faut pas oublier les différents groupes de trafiquants d'opium, qui possèdent en territoire birman des raffineries d'héroïne. Le plus important est celui de Khun Sa, basé près de la frontière thaïlandaise. Mais plusieurs mouvements armés, en particulier le PCB, se livrent également au trafic de drogue pour s'assurer des revenus.

P. de B.

PHILIPPINES : vice-président de la République

M. Laurel demande à M^{me} Aquino de démissionnerMANILLE
correspondance

Pour le Philippines moyen, cela ne pouvait être qu'un simple formel, mais le vice-président de la République, M. Salvador « Doy » Laurel, a choisi d'annoncer avec éclat son divorce politique avec la présidente Aquino. Ainsi la presse, les ambassadeurs étrangers et divers politiciens de l'opposition ont été invités à se rendre dans la cour de la « maison Laurel ». C'est là où, en décembre 1985, après que le cardinal Sin, archevêque de Manille, les eut contraints à un mariage de raison à quelques semaines des élections qui devaient sonner le glas de l'ère Marcos. « Doy » Laurel avait annoncé qu'il retirait sa candidature à la présidence et « laissait la place libre à Cory Aquino ».

« Doy » se résigna au « ticket » plutôt honorifique de vice-président. Après la chute de M. Marcos, il reçut le ministère des affaires étrangères. Mais, en privé, il se disait victime d'un « marché de dupes ». Le pouvoir était passé à côté de lui.

Samedi 13 août, M. Laurel a envoyé à la présidente une longue lettre pleine d'amertume. Pathétique aussi, puisqu'il ne se privait pas de rappeler, « le cœur lourd de tristesse », à « la veuve bien-aimée de mon ami d'enfance, Ninoy Aquino », le « chemin dangereux et les privations » qu'ils ont « vécus ensemble dans notre lutte solitaire pour restaurer la démocratie dans notre pays ».

M. Laurel pense aujourd'hui que la dégradation du climat politique a atteint un point tel qu'il se voit obligé de « quitter la coalition gouvernementale ». « La vérité crue doit être dite et la vérité est que le pays va de mal en pis. (...) De la

ville aux campagnes, l'anarchie se répand. Elle est au sein du gouvernement, de la coalition politique au pouvoir et dans les rues... »

La présidente s'écrit

Pour le vice-président devenu dissident, le régime a échoué dans ses efforts contre l'insurrection communiste. Il met aussi l'accent sur les proportions « alarmantes » qu'aurait atteintes la corruption, faisant sienne la phrase d'un proche parent de la présidente selon lequel « l'odeur de la pourriture accumulée a envahi les cieux ». (...) « Les dernières années de Marcos commencent à ressembler à vos deux premières années ». Ainsi, selon M. Laurel qui se plaint de n'avoir jamais été consulté par la présidente, il ne reste plus à M^{me} Aquino qu'à faire « le sacrifice suprême et de démissionner afin de permettre de nouvelles élections ».

Du côté du palais présidentiel, on a pris cette défection avec sérénité. M^{me} Aquino s'est contentée de mettre « cet écart politique » en perspective.

« Lorsque j'avais besoin de lui, a-t-elle déclaré, il n'était pas là. » La présidente a expliqué son manque de confiance envers le vice-président par le comportement de ce dernier : à deux reprises, alors que son régime était menacé par des tentatives de coup d'Etat, « Doy » a manqué à l'appel. Ce fut d'ailleurs peu de temps après le putsch avorté du 28 août 1987 que M. Laurel a été relevé de ses fonctions de ministre des affaires étrangères et condamné à un isolement politique encore plus total.

KIM GORDON-BATES.

CORÉE DU SUD

Les bases américaines vont être transférées hors de Séoul

TOKYO
de notre correspondant

La Corée du Sud et les Etats-Unis sont parvenus à un accord de principe pour le transfert hors de Séoul des installations militaires américaines qui s'y trouvent. Ce problème, à l'ordre du jour depuis plusieurs années, avait été aggravé par la récente montée de l'anti-américanisme non seulement parmi les étudiants, qui accusent les Etats-Unis d'être responsables de la division de la péninsule en 1945, mais aussi d'une partie de la population, irritée par les pressions de Washington en matière commerciale. Selon le porte-parole du président Roh Tae Woo, « les deux parties doivent poursuivre leurs entretiens à haut niveau pour donner une solution à cette question, mais l'accord de principe a été obtenu ».

Le transfert s'opérera en plusieurs phases, les installations non militaires devant être déplacées « le plus tôt possible ». C'est notamment le cas d'un golf de dix-huit trous qui, en plein centre d'une ville surpeuplée comme Séoul, apparaît d'un luxe inopportun. Une des questions épineuses qui reste à débattre entre les deux pays est le coût extrêmement élevé de l'opération. La presse coréenne rapportait, le vendredi 12 août, que les Etats-Unis acceptaient le transfert, à condition que ce soit la Corée qui en ait la charge financière. Les Coréens demandent néanmoins que les Etats-Unis assument une « partie raisonnable » du coût.

Les installations américaines à Séoul couvrent 282 hectares dans le quartier de Yongsan. Elles abritent

le quartier général de la VIII^e armée, le commandement des forces conjointes américaines et américano-coréennes et le quartier général de la marine. La base comprend également, outre les logements du personnel civil et militaire (six mille personnes), une station de radio, une autre de télévision et des écoles.

Un million et demi de clients

Les plus touchés peut-être par le transfert de la base de Yongsan seront les commerçants en tout genre, qui vivent dans son voisinage. A commencer par le quartier d'Itaewon, sorte d'arrière-pensée de la base : l'un des hauts lieux de la nuit à Séoul, avec ses innombrables bars, discothèques et filles pour GI's et, le jour, un non moins prolifique paradis des achats avec ses boutiques spécialisées, entre autres, dans les contrefaçons ou les produits « piratés ». La rue d'Itaewon et ses alentours (quelque 150 hectares) attirent chaque année plus d'un million et demi de clients.

Ph. P.

● Le dialogue Nord-Sud. — La Corée du Sud a officiellement proposé, le vendredi 12 août, 5 à la Corée du Nord que la rencontre préliminaire à une conférence parlementaire Nord-Sud se tienne, le 18 août, à Farmington. En outre, le président sud-coréen Roh Tae Woo a affirmé que les violentes manifestations étudiantes qui se poursuivent à Séoul risquaient de faire échouer les Jeux olympiques et que son gouvernement prendrait des mesures sévères pour s'y opposer.

● AFGHANISTAN : recrudescence des bombardements sur Kaboul. — Une trentaine de roquettes sont tombées, le vendredi 12 août, autour de l'aéroport de Kaboul, tuant deux soldats soviétiques. Selon des journalistes occidentaux, des combats ont eu lieu vendredi entre troupes soviétiques et moudjahidines non loin de Kaboul. D'autre part, un convoi blindé soviétique aurait été attaqué à la sortie du tunnel de Salang (sur la route qui relie Kaboul à Tadjikistan). — (AFP.)

● AFRIQUE DU SUD : nouvelle législation du travail. — Le gouvernement sud-africain a promulgué, le vendredi 12 août au Journal officiel, une législation du travail rejetée par les syndicats noirs, et a annoncé qu'elle entrerait en vigueur le 1^{er} septembre. Parmi les clauses les plus controversées de la nouvelle loi figure l'interdiction de toute grève de solidarité ou de brève pour des raisons n'impliquant pas directement l'employeur. La nouvelle loi interdit aussi de faire grève plus d'une fois en douze mois pour un même litige et proscrit les appels au boycottage par les consommateurs. D'autre part, une grève n'est légitime qu'à l'issue d'une procédure de conciliation sans résultat, disposition qui s'applique désormais à tous les syndicats et non plus aux seuls syndicats légaux comme avant. — (AFP.)

● ETHIOPIE : aide française aux réfugiés somaliens. — Dix tonnes de matériel destiné aux réfugiés somaliens en Ethiopie ont été expédiées par la France à Djibouti, d'où le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) se charge de les acheminer vers les camps de réfugiés, a annoncé, le vendredi 12 août, un communiqué du secrétaire d'Etat à l'action humanitaire. Cette opération a été menée avec le concours des associations France avec vous et Hôpitaux sans frontières. — (AFP.)

● MAURICE : démission du vice-premier ministre. — La crise latente qui couvait au sein de la coalition gouvernementale au pouvoir à Maurice vient d'éclater au grand jour avec la démission de Sir Gaetan Duval, vice-premier ministre et chef du Parti mauricien social démocrate (PMSD). La démission de Sir Gaetan Duval, qui détenait également le portefeuille du tourisme, est accompagnée de celle de son frère, M. Hervé Duval, ministre de l'Industrie. Sir Gaetan a indiqué, dans sa lettre de démission, avoir pris sa décision en raison de divergences l'opposant aux autres membres du gouvernement dans un conflit social qui a éclaté, à la mi-juillet, dans une importante usine textile de la zone franche de l'île, la SINOTEX, dont les trois mille ouvriers ont été licenciés. — (AFP.)

● TURQUIE : référendum le 25 septembre. — Un référendum portant sur un amendement de la Constitution permettant d'organiser des élections municipales anticipées aura lieu le 25 septembre prochain, a-t-on appris de source officielle, vendredi 12 août, à Ankara. Ce référendum sera un test pour le premier ministre turc, M. Turgut Ozal, car l'opposition demandera son départ si les « non » l'emportent, estimant les observateurs. — (AFP.)

● URSS : publication des Mémoires de Nadejda Mandelstam. — Pour la première fois en URSS, le mensuel soviétique Iounost a publié dans son numéro d'août des extraits des Mémoires de Nadejda Mandelstam, l'épouse du poète Ossip Mandelstam, mort en 1938 dans un camp stalinien. Nadejda Mandelstam, morte en 1980, avait attendu 1955 et le XX^e Congrès du PCUS, au cours duquel Khrouchtchev dénonça Staline, pour sortir les poèmes de son mari de ses tiroirs. Elle-même s'était résolue à faire publier à l'étranger ses Mémoires, l'Espoir, contre l'espoir, pensant qu'ils ne seraient jamais publiés en URSS. — (AFP, Reuters.)

ENVIRONNEMENT

La visite de M. Brice Lalonde au Mali

La France veut aider les Africains à défendre leur environnement

M. Brice Lalonde, secrétaire d'État à l'environnement, a été reçu le 10 août, à Bamako, par le président malien, le général Moussa Traoré, président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine. Il lui a remis un message de M. Mitterrand dans lequel celui-ci exprime son émotion et sa détermination à propos des déchets toxiques entreposés dans certains pays africains par des industriels peu scrupuleux.

BAMAKO de notre envoyé spécial

Après l'Australie, où il a représenté la France à l'exposition universelle de Brisbane, M. Brice Lalonde se voit chargé d'une nouvelle mission de confiance : montrer « à nos amis africains » qu'on ne les abandonne pas « aux vautours » de la société industrielle et, si possible, insister sur le fait que la France, contrairement à certaines assertions hâtives ou malveillantes, n'a jusqu'à présent trempé dans aucune des opérations d'exportation de déchets toxiques. Ce rôle de « petit télégraphiste » de l'Élysée, le secrétaire d'État à l'environnement l'assume avec d'autant plus de zèle que, le mois précédent, il avait été cruellement désavoué par Matignon après avoir signé l'accord sur la voiture propre. « On y viendra de toute façon », affirme-t-il, « surtout après une telle mise en cause du gouvernement français par nos partenaires européens ».

Le premier contact avec l'Afrique de l'Ouest — M. Brice Lalonde ne connaissait que Nairobi, siège du programme des Nations unies pour l'environnement — est facile : son collègue malien, Moussa Traoré, est encore plus jeune que lui (trente-neuf ans) et surtout ministre frais émoulu puisqu'il a pris possession de son premier portefeuille le 6 juin dernier. La rencontre des deux benjamins, l'un avec son éternelle veste pied-de-poule, et l'autre en bouso traditionnel, se transforme vite en complexité car tous deux n'ont qu'un problème : définir leur champ de compétence. M. Koué est chargé de l'environnement — appellation nouvelle dans le gouvernement malien — et de l'élevage, détaché de l'agriculture. M. Lalonde, quant à lui, n'a plus les risques majeurs obtenus par son prédécesseur, M. Carignon, mais le Journal officiel du 9 août vient de confirmer qu'il siègera de

droit au comité interministériel de la sécurité nucléaire, ce qu'il revendique ardemment. Les deux hommes se sont mutuellement encouragés à jouer les « gènes » au sein de leur équipe gouvernementale...

Un terrain d'action modeste

Quant à l'aide que pourrait apporter au Mali le ministère français de l'environnement, on navigue encore en pleine incertitude. Bien sûr, M. Lalonde ne manque jamais une occasion d'offrir « l'expertise » de la France, s'agissant des déchets toxiques. Mais le Mali, pays rural, ne produit pour ainsi dire pas de déchets industriels, et on ne lui en propose pas de l'extérieur car il est enclavé, donc sans port de mer. Les Maliens souhaiteraient plutôt qu'on les aide à lutter contre la désertification, à se débarrasser des criquets, rendus prolifères par une saison des pluies bien commencée, voire à participer à l'assainissement de la ville

de Bamako, dont le réseau d'adduction d'eau et d'égouts ne correspond absolument pas aux besoins d'une métropole de 650 000 habitants.

Mais le ministre français ne veut pas engager son département dans le néo-diplomatie des aides internationales bilatérales et non gouvernementales, sous l'œil inquiet du représentant du Quai d'Orsay. On cherche donc un terrain d'action plus modeste, tel qu'il a pu en voir au cours de ses deux jours de visite. Par exemple, le programme d'inventaire forestier du Mali, mené grâce aux clichés du satellite SPOT, ou encore ce village de boules à Niger qui revêt grâce à une pompe solaire et à un réseau d'irrigation pour potagers familiaux. Certains souhaitent que l'ancien écologiste constate par lui-même l'état d'abandon de l'arborescence créée à Bamako en 1943 à l'initiative du professeur Théodore Monod, mais d'autres ont en peur de l'effet produit, et la visite de ces dix-sept hectares verts aux portes de la ville a été annulée, au grand désespoir de son directeur, le

docteur Keita. Mais la remise en état de l'espace, à commencer par deux kilomètres et demi de clôture pour empêcher le pacage sauvage et le vandalisme, semble à la portée d'un geste symbolique de coopération.

M. Lalonde, encore sous le coup des attaques pour ses déclarations de Sydney, a tenu à se justifier : « Je ne suis pas ce qu'on me reproche, dit-il faiblement naïf. En 1973, je vais à Mururoa avec Jean-Jacques Servan-Schreiber, le général de Gaulle et quelques autres pour protester contre les essais nucléaires dans l'atmosphère. Résultat de notre campagne : les essais aériens sont arrêtés deux ans après. En 1981, j'y retourne pour exiger une expertise scientifique. Deuxième victoire : on nous l'accorde ! Le rapport du professeur Atkinson, savant néo-zélandais au-dessus de tout soupçon, nous apprend que les essais souterrains, tels qu'ils sont menés sous l'œil, sont sans conséquences pour l'environnement. C'était tout à fait convaincant. J'étais pris à mon propre piège. Je n'ai pas attendu aujourd'hui pour le dire. Qu'on se reporte à mon interview publiée par Lui en novembre 1985, après l'affaire du Rainbow Warrior ».

M. Lalonde, en revanche, se sent plus désarmé dans son action de secrétaire d'État à l'environnement. Il voudrait faire paraître rapidement un arrêté obligeant l'exportateur de déchets à obtenir l'accord du pays destinataire, comme y invite une directive européenne. « Impossible ! Il paraît que cela contrevient à la liberté du commerce. Il faudrait donc une loi. » Et de pester contre les carences de son ministère, et aussi de la Communauté européenne, en matière de droit. Même le parc national de Guelou, qui devait être inauguré l'an dernier, reste en souffrance pour une obscure question de délégués du personnel.

« Ah ! être ministre de la recherche », rêve l'ancien collaborateur scientifique du Sauvage. Et ce n'est pas seulement, jure-t-il, parce que l'enveloppe budgétaire est plus gonflée que la sienne. C'est parce qu'il voudrait pouvoir lancer tous les chercheurs de France sur la piste des menaces qui pèsent sur l'île, l'île Togo. Pas morte. Son homologue malien a moins d'ambition. Il se débat avec les criquets et le surpâturage, sans avoir le temps de lancer des recherches. Mais il voudrait qu'on l'aide.

R. C.

REPÈRES

Préhistoire

Des bébés dinosaures dans le désert de Gobi

Cinq squelettes groupés de bébés dinosaures ont été découverts dans le désert de Gobi (sud-ouest de la Mongolie) par des archéologues chinois et canadiens. Un sixième bébé et les restes d'un adulte ont été trouvés à proximité. Ces dinosaures appartiennent à l'espèce Pinacosaurus, un animal cuirassé qui pouvait atteindre 6 mètres de long. Les squelettes sont vieux de soixante-quinze millions d'années. Ces animaux vivaient, semble-t-il, en groupe, alors qu'on les supposait solitaires. Ils sont contemporains de ceux dont les restes ont été trouvés en Alberta, au Canada. On a de bonnes raisons de penser que les migrations de dinosaures se sont produites entre l'Asie et l'Amérique que le détroit de Behring ne séparait pas encore.

Espace

Un contrat pour la NASA

La navette spatiale redevenant opérationnelle, la NASA a signé un contrat avec une société américaine, SpaceLab Inc. qui va construire un petit laboratoire orbital. A partir de 1991, des navettes emporteront à six reprises le laboratoire, pour un prix par mission de 28,2 millions de dollars. Plus petit que le laboratoire Spacelab construit par l'Agence spatiale européenne pour la NASA, celui-ci n'occupera qu'un quart de la soute, mais sera néanmoins accessible par des astronautes. — (AFP.)

Nucléaire

L'Inde veut construire un surgénérateur

L'Inde a l'intention de construire un surgénérateur avant l'an 2000 pour mettre un terme à la dépendance du pays à l'égard de la technologie étrangère en matière de réacteurs nucléaires, a annoncé, vendredi 12 août, devant le Parlement, le ministre d'État à l'énergie atomique, M. R.K. Narayanan. La construction de ce premier surgénérateur, d'une puissance de 500 mégawatts, commencera en 1990 ou 1991. La première centrale nucléaire du pays a été construite en 1969 et l'Inde en compte six actuellement. — (AFP.)

Religions

Deux processions pour l'Assomption à Paris

A Paris la fête de l'Assomption du lundi 15 août, qui marque aussi la fin de l'année mariale, verra deux processions. Pour le 350^e anniversaire du vœu de Louis XIII, consacrant la France à la Vierge Marie, l'archevêché organise à 17 h 30 au départ de Notre-Dame une procession présidée par le cardinal Lustiger. La cérémonie sera suivie à 18 h 30 par un messe devant le portail de Notre-Dame. De leur côté, les intégristes parisiens ont prévu une messe selon le rite de saint Pie V à 10 h 30 à Saint-Nicolas-du-Chardonnet et une procession à 16 heures en présence de Mgr Tissier de Malleria, récemment ordonné évêque par Mgr Lefebvre.

SIDA

Une société suisse impose le test

Pour la première fois en Suisse, une compagnie d'assurances, La Neuchâteloise, soumettra ses futurs employés à un test de dépistage du virus du SIDA. Le secrétaire général de la société a justifié cette décision par le fait que les employés sont assurés par la compagnie et que s'ils devenaient malades du SIDA, cela pourrait lui coûter très cher. L'Office fédéral de la santé a qualifié de « pas très raisonnable » la décision de La Neuchâteloise qui va à l'encontre de la position prise par les ministères de la santé de 148 pays, dont la Suisse, en janvier dernier à Londres, recommandant une attitude tolérante à l'égard des personnes contaminées par le SIDA. — (AFP, AP.)

Des expériences sur des lapins et des souris

Le lapin et la souris pourraient être utilisés pour les recherches sur le SIDA, d'après l'Institut national d'allergie et de maladies infectieuses (Maryland). Jusqu'à présent, seul le chimpanzé pouvait être infecté par le HIV, mais il ne devenait pas malade. Le Monde du 8 août 1987). Des lapins infectés, non par le HIV lui-même mais par des cellules humaines hébergeant le virus, sont morts de symptômes analogues à ceux des sidéens. Il en a été de même chez des souris qui, à l'état embryonnaire, avaient été infectées par des fragments de synthèse de HIV.

MÉDECINE

Double prescription et information des médecins

La distribution d'un médicament anticancéreux utilisé en rhumatologie a été perturbée

La France s'est-elle faite à l'être, ces derniers jours, en rupture de stocks pour un important médicament anticancéreux également utilisé en rhumatologie ? L'affaire serait sans doute restée confidentielle si quelques médecins parisiens ne s'étaient inquiétés des difficultés rencontrées par leurs malades pour se procurer du Méthotrexate, commercialisé par les laboratoires Roger Bellon, une filiale du groupe Rhône-Poulenc.

« Nous avons eu de gros problèmes d'approvisionnement en matières premières, reconnaît-on au centre de distribution des laboratoires Roger Bellon. En ce qui concerne les formes injectables du médicament, nous avons toujours réussi à trouver une solution et les centres anticancéreux ont toujours été informés. »

Ce sont, en effet, les comprimés de Méthotrexate qui manquaient. « Les problèmes tiennent au fait que des lots de principes actifs que nous achetons en Finlande nous ont été livrés avec un degré d'humidité trop élevé par rapport à ce que nous pouvions accepter », explique-t-on au siège de Rhône-Poulenc.

Il a alors été décidé de privilégier la fabrication et la commercialisation des formes injectables, plutôt que des formes orales.

Ces perturbations dans la distribution d'un médicament important de thérapeutique anticancéreuse illustrent la responsabilité de l'industrie pharmaceutique dans la permanence des soins et l'information aux médecins. Elles mettent également en lumière la curieuse situation dans laquelle se trouve aujourd'hui le Méthotrexate. En privilégiant les formes injectables et l'utilisation de ce médicament en oncologie, Rhône-Poulenc et ses filiales ont pris le risque de pénaliser les malades qui, atteints de certaines maladies rhu-

matologiques (polyarthrites rhumatoïdes) ont, depuis peu, recours à cette substance. En cas d'arrêt brutal du traitement, on peut assister à une reprise sévère de la maladie.

Or, si elle est connue des fabricants et rhumatologues, l'utilisation du Méthotrexate dans le traitement d'affections aussi fréquentes que la polyarthrite rhumatoïde n'est nullement officielle (1). A la direction de la pharmacie et du médicament (ministère de la santé), on indique même que le fabricant de Méthotrexate n'a pas déposé de demande visant à appliquer à la rhumatologie les indications de ce médicament.

L'indication n'étant pas officielle, le fabricant n'a pas cru devoir informer les prescripteurs rhumatologues. Reste à savoir quels risques il y a pour les médecins à prescrire un médicament en dehors de ses indications officielles et combien de temps cette curieuse situation pourra durer.

J.-Y. N.

(1) L'efficacité de faible dose de Méthotrexate dans certains cas de polyarthrite rhumatoïde a été mise en évidence dès 1951. Depuis cette date, la démonstration de son efficacité a été confirmée par plusieurs études.

POUR AIDER L'ARMÉE DU SALUT

dans son travail de réinsertion sociale, donnez-moi, s'il vous plaît, un objet encore utilisable ou réparable. son camion vendra à votre domicile. APPELEZ : 45-83-54-40

Pour mieux connaître nos autres activités, consultez notre brochure « L'Armée du Salut ». ABONNEZ-VOUS : 70, rue de Rome, à Paris-8.

SPORTS

Les deux premiers titres 1988 des championnats de France d'athlétisme, dont c'était, du vendredi 12 au dimanche 14 août à Tours, le centenaire, ont été remportés au disque féminin par Valérie Hanicque, du Stade français (55,22 m) et sur 10 000 m masculins par Thierry Pantel de l'Étoile-sar-la-Sorgue (28 min 46 s). Ces performances inférieures aux minima fixés par la Fédération d'athlétisme (respectivement 61,50 m et 27 min 55 s), ne permettront pas à leurs auteurs d'être qualifiés pour les Jeux olympiques de Séoul. Cinquième du décathlon des Jeux de Los Angeles, William Motti risquait aussi de ne pas atteindre la barre des 8 150 points, indispensables pour être du voyage en Corée du Sud.

TOURS de notre envoyé spécial

Au terme de la première journée du décathlon, les épreuves d'Hercule doivent faire un tour de piste le plus vite possible. Ce 400 m est, en fait, le véritable étalon de la forme de l'athlète complet parce qu'il permet de mesurer toutes les composantes de ses conditions physiques et psychiques. Et la cinquième et dernière épreuve de la première journée du décathlon des championnats de France 1988 n'a pas dérogé à la règle.

Christian Plaziat a bondi des blocs de départ pour accélérer sans cesse jusqu'au deuxième virage. Il a terminé en 47 sec. 78. Un bon temps ! Converti en points, cela lui assure, après le 100 mètres (10 sec. 81), la longueur (7,65 m), le lancer du poids (14,12 m) et le saut en hauteur (2,13 m), un total de 4 456 points, c'est-à-dire 22 points seulement de moins que lors de la première journée du déca-

Championnats de France d'athlétisme à Tours

La barre du décathlon

thlon, qui avait fait de lui, il y a un mois, avec 8 512 points au total, le meilleur performeur de l'année. Il peut brandir le poing. Il peut brandir le poing, il peut brandir la blonde comme un fauve en colère : Christian Plaziat tient, à vingt-quatre ans, les promesses qu'il avait faites à l'athlétisme français, en terminant quatrième des championnats du monde 1987 à Rome.

Ce n'est pas le cas de William Motti, qui a le même âge. Cinquième aux Jeux de Los Angeles, dans une épreuve qui n'avait pas été affectée par le boycottage des pays de l'Est, le grand Cannois paraissait

en mesure de le disputer aux meilleurs, au terme de cette olympiade. Mais son séjour au Canada, puis son retour à Colombes, dans le giron du Racing-Club de France, n'ont pas permis à son jeune talent de venir à maturité.

Motti reste excellent dans les épreuves techniques, auxquelles il avait été formé par son père. Il a réalisé, à Tours, le meilleur saut en hauteur (2,16 m) et le meilleur lancer du poids (15,54 m). Mais, comparé à ses performances de Los Angeles, il a régressé dans les épreuves de vitesse comme le 100 mètres (11 s 67) et la longueur (6,92 m). Le 400 mètres n'a dail-

leurs été pour lui qu'un calvaire de 30 s 93. Résultat : il n'a totalisé que 4 060 points. Il avait donc peu d'espoir de dépasser 8 000 points ce week-end, alors qu'il y a quelques jours il nourrissait encore l'ambition d'un total supérieur à 8 150 points, c'est-à-dire d'une qualification pour Séoul.

Au-delà de la déception de l'athlète, une question se pose aux responsables de la Fédération, à l'occasion du centenaire des championnats nationaux : comment autant de talents ont-ils pu être ainsi gâchés ?

ALAIN GIRAUDO.

FOOTBALL

Luis Fernandez réintègre l'entraînement du Matra Racing

Le capitaine de l'équipe de France de football, Luis Fernandez, réintègre l'entraînement du Matra Racing de Paris dès le dimanche 14 août. Il en avait été écarté le mercredi précédent à la suite d'un différend avec son entraîneur, Artur Jorge. Fernandez s'était déclaré prêt à quitter le club parisien si on ne lui faisait plus confiance.

Depuis le début de la saison, le joueur français le plus payé du moment n'a joué que quarante-cinq minutes lors du premier match de championnat. Remplacé à la mi-temps, il avait depuis disparu de la composition de l'équipe. A ceux qui l'interrogent sur sa réforme, il répond qu'il a connu des petits problèmes de santé et un double familial qui l'a profondément marqué. Artur Jorge, de son côté, rétorque : « Il n'est pas sérieux. Tout ce qui m'intéresse est de travailler avec ceux qui veulent travailler. »

Au-delà d'une querelle d'hommes, l'incident démontre une nouvelle

fois aux dirigeants du Matra RP qu'un club de football ne se gère pas comme une entreprise. Les investissements — on estime le salaire de Fernandez entre 600 000 F et 700 000 F par mois — sont à très hauts risques. Vendredi, Jean-Louis Plette, directeur général du club, a convoqué Luis Fernandez et l'a autorisé à se présenter de nouveau aux entraînements. La réunion s'est tenue sans Artur Jorge, initialement prévu. La direction du Matra n'a peut-être reculé que pour mieux sauter. Il reste à savoir qui désormais, d'Artur Jorge ou de Luis Fernandez, est sur le siège éjectable.

Th. C.

● Championnat de France. — En match avancé de la sixième journée du championnat de France de football, l'AS Saint-Etienne et l'Olympique de Marseille ont fait match nul 0-0, le vendredi 13 août à Saint-Etienne.

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

chaque mercredi (éditions datées jeudi)
Renseignements : 45-55-91-82.
Poste 4138

Société

Un malfaiteur tué, un autre blessé ainsi que deux gendarmes

La fin sanglante de la double évasion d'Auxerre

Trois jours après son évasion de la prison d'Auxerre (le Monde du 11 août), Thierry Courtois, vingt ans, a été tué par un gendarme d'un coup de pistolet. Son compagnon d'évasion, Stéphane Bel, vingt-cinq ans, a été blessé d'une balle à l'abdomen. Un gendarme a reçu un coup de couteau à la gorge, un autre a été blessé à la tête.

Les faits se sont produits à La Chaise-Dieu (Haute-Loire), dans la nuit du jeudi 11 au vendredi 12 août. Alors que vers 23 h 45, deux gendarmes s'apprêtaient, au cours d'une patrouille de routine, à contrôler leur identité, les deux évadés, qui étaient en compagnie de Christine Schouteeten, vingt ans, l'amie de Thierry Courtois, ont tenté d'échapper aux représentants de l'ordre.

Au moment où l'un des gendarmes, Claude Mayeur, vingt-neuf ans, avait rejoint les fuyards, Stéphane Bel, après l'avoir assommé avec une lampe torche, devait s'emparer de son arme de service. Le maréchal des logis chef Michel

Astoul, trente ans, ouvrait alors le feu blessant mortellement Thierry Courtois et atteignant Stéphane Bel à l'abdomen.

Avant de mourir, Thierry Courtois a eu le temps de porter un coup de couteau à Michel Astoul. La vie de ce dernier, gravement touché à la gorge, n'est cependant pas en danger. Stéphane Bel devait ensuite s'emparer avec Christine Schouteeten de la voiture d'un automobiliste qui, croyant à un accident de la route, s'était arrêté pour porter secours à d'éventuels blessés.

A bord de la voiture volée, le couple, qui avait abandonné Thierry Courtois mourant, prenait la fuite, pris en chasse par les brigades locales de gendarmerie, rapidement alertées.

Mais Stéphane Bel, blessé, devait perdre le contrôle de la voiture à environ 10 kilomètres de La Chaise-Dieu, à Saint-Pal-de-Senouire, où les deux fuyards se sont finalement rendus sans résistance. Les gendarmes ont retrouvé, à proximité de la voiture accidentée, l'arme de service de leur collègue.

Les deux gendarmes blessés ont été hospitalisés au Puy, ainsi que Stéphane Bel, qui a été placé en réanimation.

Selon les premières constatations, six douilles de balle auraient été retrouvées à La Chaise-Dieu, sur les lieux de la fusillade. L'enquête devra déterminer si les évadés se sont servis ou non de l'arme de service du gendarme Claude Mayeur.

Avant leur évasion, Thierry Courtois et Stéphane Bel étaient détenus à la prison d'Auxerre (Yonne), dans l'attente d'être jugés. Le premier était inculpé de coups et blessures volontaires avec arme et port d'armes prohibées, le second d'association de malfaiteurs, vols avec armes et prise d'otages.

Le 9 août, au cours d'une séance de sport, ils avaient menacé un gardien avec un couteau de fabrication artisanale avant de l'immobiliser en l'attachant avec des morceaux de drap. Les deux hommes avaient ensuite escaladé le mur séparant la cour du chemin de ronde, puis le mur d'enceinte. Un troisième détenu qui tentait de s'évader avec eux avait été intercepté par un gardien.

Sept inculpations après plusieurs meurtres de personnes âgées

« Orange mécanique » en Haute-Savoie

(Suite de la première page.)

Les gendarmes ont commencé à marquer les premiers points en enquêtant sur le meurtre de Georges Krutli, soixante-quatre ans, et l'agression dont son épouse, Pauline, quatre-vingt-un ans, a été victime dans la nuit du 12 au 13 juillet, à Rumilly. Depuis, la vieille dame est toujours dans le coma.

Les deux retraités avaient été assommés à coups de gourdins. Mobile : le vol de leurs économies, qui s'élevaient à quelques dizaines de milliers de francs. Les enquêteurs, estimant que les auteurs du crime étaient domiciliés dans les environs immédiats, déploient les grands moyens. Avec le renfort de la brigade des recherches d'Annecy et de la section des recherches de Chambéry, quarante hommes se mirent en chasse, pratiquant le porte-à-porte, interrogeant des témoins potentiels et s'efforçant, de manière voyante, à « déstabiliser le milieu local de la petite délinquance ». Des techniques perfectionnées furent mises en œuvre : caméra vidéo, téleobjektiv, un hélicoptère et des plongeurs furent même mobilisés pour explorer un trou d'eau au fond duquel ils repêchèrent... la fermeture à glissière d'un gant de motard.

Gourdins et manches de pioche

Quelques langues se délièrent et, le 27 juillet, les trois agresseurs présumés étaient identifiés. Il s'agit de Lucien Nesci, dix-neuf ans, d'un adolescent de seize ans et demi et d'un autre mineur de dix-sept ans et demi, qui, victime d'un accident de moto, le 22 juillet, devait décéder six jours plus tard à l'hôpital neurologique de Lyon.

Les gendarmes entreprirent alors l'inventaire des agressions des personnes âgées non élucidées dans la région. Par recoupements, ils purent en imputer six à un même petit groupe — que Nesci venait d'ailleurs de rallier, — dont les cinq autres membres furent arrêtés le mardi 2 août. Exception faite de Simon Chêne, trente ans, un marginal dont la très pâle personnalité exclut qu'il ait pu être un chef de bande, tous étaient âgés de moins de dix-huit ans. Comme d'ailleurs trois de leurs complices appréhendés ultérieurement et simplement placés sous contrôle judiciaire.

A travers les aveux qu'ils passèrent — « sans paraître réaliser la gravité de leurs actes », confia un magistrat — il apparut que chacun des membres du groupe avait participé à plusieurs agressions

perpétrées selon les cas à trois, quatre ou cinq.

Le premier de leurs forfaits remonte au 29 novembre 1987. Ce soir-là, M^{me} Madeleine Vettier, quatre-vingt-cinq ans, est attaquée à coups de manche de pioche et de gourdins dans sa petite maison de Saint-Sylvestre (Haute-Savoie), près d'Alby-sur-Chéran. Découverte inanimée, M^{me} Vettier est maintenant clouée sur une chaise roulante.

Un mois plus tard, le 30 décembre, M. Joseph Ritaud, quatre-vingt-un ans, résidant à Marcellaz-Albanais, un village proche de Rumilly, est à son tour victime d'une équipée nocturne. Roué de coups puis assommé, M. Ritaud se remettra physiquement de la terrible épreuve, mais, traumatisé, choisira de quitter la région.

Le 15 janvier dernier, les malfaiteurs se mettent en quatre pour défoncer à coups de bélière la porte de M^{me} Jeanne Tissot, soixante-seize ans, domiciliée à Menthonnex-sous-Clermont (Haute-Savoie). Après lui avoir dérobé son pécule, ils la frappent avec un tel acharnement que la vieille dame aura les deux bras fracturés.

L'escalade de la violence continue. Le 31 janvier, le groupe monte une expédition punitive contre Gustave Debellegarde, soixante-seize ans, qui un mois auparavant, avait réussi à les mettre en fuite dans sa maison de Vers, près de Vallevir dans le nord de la Haute-Savoie. Cette fois, les assaillants se sont munis d'un fusil de chasse à pompe et tirent à trois reprises sur M. Debellegarde dont l'état est, aujourd'hui encore, jugé critique.

Le même type d'opération vengeresse est organisée le 6 mars à Seyssel (Ain) contre un octogénaire, Marcel Fontaine, tué à coups de fusil à l'intérieur de sa maison que le groupe fait exploser à l'aide d'une bouteille de butane. Les constatations effectuées sur place n'ayant pas permis de conclure à un acte criminel, le dossier avait été classé.

Un autre meurtre s'ajoute au parcours sanglant de la bande : le 28 mars, Adèle Chal, soixante-dix-huit ans, sera frappée à mort à son domicile de Rumilly.

Après une « pause » relative de près de quatre mois, l'expédition au domicile des époux Krutli constituera le dernier crime d'une longue série.

Un phénomène de dédoublement

Si quelques-uns des sept adolescents avaient commis des vols de voitures ou des petits larcins, rien dans leur attitude ne permettait de les soupçonner de crimes. Les enquêteurs ne cachent d'ailleurs pas leur trouble vis-à-vis de très étranges phénomènes de dédoublement. Durant la journée, les jeunes gens vivaient normalement à leurs occupations d'apprentis ou de collégiens et, à l'exception de quelques mots parfois trop joliment carénés, ils ne sacrifiaient pas au folklore des délinquants en herbe ou des « loubards » endurcis. Ni blousons cloutés, ni tatouages, ni insignes provocants.

La nuit venue, avec un sens de l'organisation presque sans faille, ils choisissent les victimes vulnérables, relativement aisées, repartant soigneusement les lieux. Se taillent des gourdins dans du bois vert, ils s'équipent de cagoules et de gants, assurent tranquillement leur retraite et repartent même du point de la voir pour tromper le flair des chiens policiers.

A Rumilly, l'aboutissement de l'enquête suscite des réactions très diverses. Le malaise est plus évident que l'indignation, et depuis l'agression des époux Krutli, l'hypermarché le plus proche a vendu quelques 300 fusils à pompe.

Relativement épargnée par le chômage grâce à un tissu industriel dense et dynamique, la grosse bourgade savoyarde située à 20 kilomètres d'Annecy a, sans doute, grandi un peu vite. Autour des belles maisons de pierre et des places fleuries de géraniums, les zones pavillonnaires et quelques grands ensembles semblent définitivement voués à une identité périphérique.

Sur la place d'Armes, autour du zinc du « Café du commerce », un groupe d'habitants qui se réconforta au pastis, ne tient guère à s'apaisantir sur « l'affaire ». « C'est moche bien sûr, mais des histoires comme ça il s'en passe ailleurs aussi, hein ? On aimerait bien qu'on parle autant de notre équipe de rugby qui est championne de France du groupe B », glisse un solide gaillard avec un sourire forcé.

A la terrasse du « Bar du Marché », un groupe d'une douzaine de jeunes — Savoyards et Beurs fraternellement mêlés — sirote un café. Ils sont beaucoup plus loquaces. « Une histoire pareille, la ville la portait en elle. Ici il n'y a rien de rien pour les jeunes. Boulots, dodo, c'est tout. La MJC n'est plus ouverte qu'un soir par semaine et la municipalité rejette toutes les initiatives que nous proposons. On attend toujours les pistes du skate-board et de bicycros qu'ils nous avaient promises mais ils ont claqués des portes pour faire une rocade et un hôtel de ville neuf... » L'amar-tume se teint d'une pointe de révolte. En vrac, ils se disent condamnés, pour se distraire, à faire des rodéos à vélo-moteur ou à boire des petits rouges « comme le troisième âge ». Les deux boîtes de nuit de la périphérie refusent « tout ce qui est basané ou frisé ». Ils n'apprécient guère l'omniprésence du rugby et de ses supporters qui « sont les rois et peuvent tout se permettre, même de balancer le maire dans la fontaine ».

La sale affaire, les jeunes qui, à vingt ans, estiment « avoir passé l'âge de faire certaines conneries », n'hésitent pas à l'aborder. « On les connaissait tous et jamais on aurait imaginé qu'ils pouvaient faire ça. Pourtant autour d'eux pas mal étaient au courant parce que certains s'étaient vantés d'avoir massacré des vieux. Et personne n'a bronché, vous vous rendez compte ? »

ROBERT BELLERET.

Non-lieu pour MM. Galley et d'Ornano dans une affaire d'infraction au code électoral

M. Claude Grellier, juge d'instruction au tribunal de Paris, a rendu, vendredi 12 août, une ordonnance de non-lieu au bénéfice de cinq personnes, dont M. Robert Galley, trésorier du RPR, et M. Paul d'Ornano, sénateur RPR des Français établis hors de France, qui avaient été inculpés dans une affaire d'infraction au code électoral pour des faits datant des élections législatives de mars 1986.

Le magistrat a constaté que l'infraction visée étant punissable par une simple amende, la loi d'amnistie du 20 juillet dernier emportait « extinction de l'action publique ».

L'affaire avait débuté par une plainte des Verts de Paris-Scandale selon laquelle des affiches du RPR pour les élections législatives du 16 mars 1986, qui portaient le slogan « Demain se joue sur un seul tour », avaient été placardées en France dans des conditions non conformes au code électoral.

M. Grellier avait inculpé M. Galley le 29 mars dernier d'infraction aux articles L. 51 et L. 90 du code électoral (le Monde du 31 mars). La même inculpation avait été signifiée dès le 10 juillet 1987 à M. Paul d'Ornano, président de l'Association pour l'information des citoyens (APIC), organisatrice de la campagne du RPR. Le juge avait aussi inculpé trois autres personnes de complicité dans cette affaire : M. François Ferrus, ex-directeur général de la Société de développement et de publicité (SDP), proche du RPR ; M. Edgar Vincenzini, trésorier de l'APIC, et M. Jacques Dauphin, PDC de la société d'Édition Dauphin, qui bénéficiait également d'un non-lieu.

Un délinquant porte plainte contre des policiers de Roubaix

M^{re} Jean Descamps, avocat d'un jeune délinquant qui a subi une ablation partielle du pancréas et de la rate, a annoncé le 17 juillet, le 17 août, vendredi 12 août, auprès du procureur de la République de Lille, contre quatre policiers de Roubaix pour « coups et blessures volontaires », au nom de son client Rachid Lardjoun, vingt et un ans.

Le jeune homme, de nationalité française, toujours hospitalisé au CHIR de Lille, a été interpellé le 17 juillet à Roubaix, pour plusieurs vols avec violence et placé en garde à vue jusqu'au lendemain après-midi. Il avait alors été écroué et condamné, le 1^{er} août, à un an de prison ferme par le tribunal de Lille. Le 5 août, le jeune homme a été libéré des hôpitaux au CHIR de Lille pour « un volumineux hématome abdominal d'origine traumatique » et il avait subi « l'ablation des huit dixièmes du pancréas et d'une partie de la rate », selon son avocat.

M^{re} Descamps, reconnaît que Rachid Lardjoun avait été impliqué dans une agression avant son interpellation par les policiers. Mais l'avocat doute que cette altercation ait pu être à l'origine des blessures de son client, puisque ce dernier avait reçu, le 17 juillet au soir, au commissariat de Roubaix, la visite d'un médecin qui avait estimé alors qu'il « aucune contre-indication d'ordre médical ne s'opposait à son placement sous le régime de la garde à vue ».

Une sympathisante de l'Alliance révolutionnaire caribbe (ARC), militante présumée de l'Alliance révolutionnaire caribbe (ARC), organisation indépendantiste guadeloupéenne, a été remise en liberté sous contrôle judiciaire, vendredi 12 août, sur décision de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris.

Nicole Fréville avait fait appel d'une ordonnance du 11 juillet dernier par laquelle M. Jean-Louis Brugère, juge d'instruction au tribunal de Paris, chargé des dossiers du terrorisme guadeloupéen, avait rejeté sa demande de mises en liberté. Détenue depuis le 27 avril 1987, elle était inculpée d'association de malfaiteurs et de destruction de biens immobiliers par explosif, ces infractions étant en relation avec une entreprise terroriste.

La chambre d'accusation a, en revanche, rejeté les demandes de mise en liberté de Henri Amédien et Henri Bernard, deux autres militants présumés de l'ARC.

Le syndicat FO et le projet de budget de la justice. — Le Syndicat national pénitentiaire des personnels de surveillance Force ouvrière (majoritaire dans la profession) s'inquiète des perspectives budgétaires du ministère de la justice. Dans un communiqué publié, vendredi 12 août, il s'alarme vivement de la dramatique insuffisance des dotations prévues en faveur de l'administration pénitentiaire en personnel et en crédits d'équipement.

Pour ce syndicat, « les recrutements envisagés (484 créations d'emplois, selon le garde des sceaux, le Monde du 10 août) non seulement ne permettront aucun renforcement des moyens existants, en dépit de l'insupportable surcharge de travail des personnels, mais encore compromettent la poursuite des programmes de construction engagés, et en particulier le programme de quinze mille places pour lequel on risque de revoir le scandale d'établissements construits et ne pouvant ouvrir faute d'argent ».

Un dispositif contre les vols nocturnes au-dessus de Paris

A la suite de récents survols nocturnes de Paris par des avions de divers types (un bimoteur, sans doute aussi un ULM) (le Monde du 10 août), M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, met en place un dispositif dissuasif et répressif. L'élément principal en est l'installation de guérettes en divers points hauts de la capitale. D'autre part, un ou plusieurs hélicoptères seront prêts en permanence à poursuivre et à identifier tout contrevenant.

amendes allant jusqu'à 3 000 francs.

Le dispositif se met en place progressivement, car il faut former aux techniques de guet et à l'emploi d'appareils de vision nocturne plusieurs dizaines de gardiens de la paix. Mais il a déjà montré une certaine efficacité. Un avion a été repéré dans la nuit du jeudi 11 au vendredi 12 août et suivi par un hélicoptère jusqu'aux environs d'Orly, où il a réussi à disparaître. Aucun survol ne s'est produit dans la nuit du 12 au 13 août.

Communication

Les émissions pour enfants sur FR 3

Comment distraire intelligemment ?

Les critiques formulées dans notre article « Pauvre télévision pour enfants » (le Monde du 27 juillet), à l'encontre des émissions pour la jeunesse — violence, mercantilisme, pauvreté culturelle — ont touché un nerf sensible chez Mireille Chalvon, responsable des programmes pour la jeunesse de FR 3, une des rares chaînes, justement, à se soucier du problème.

« Les trois préoccupations qui orientent nos choix, déclare-t-elle, sont celles précisément que préconise votre article. Éliminer les programmes violents ou anglo-saxons pour que les parents puissent laisser leurs enfants devant l'écran en toute tranquillité. Plaire, certes, mais donner aussi le plus souvent possible des informations. Faire appel aux auteurs, dessinateurs, créateurs français plutôt qu'à ceux qui recourent aux marchés internationaux ».

Et d'appuyer ses dires sur des exemples tirés des treize heures hebdomadaires diffusées par la chaîne à l'intention des jeunes. « Il faut instruire sans être rebattue », dit-elle, « distraire en apportant un contenu pédagogique et culturel. Nos dessins animés eux-mêmes sont souvent instructifs : « Il était une fois la vie », traite du corps humain, « Croque-note show » présente les instruments de musique, « Mollérisimo », la vie de Molière et « Les enfants de la liberté » raconte la Révolution française ».

L'atout

du réseau décentralisé

Quant à la création française, Mireille Chalvon est « relativement optimiste ». Elle constate une relance du dessin animé, « surtout depuis que les œuvres françaises à 50 % seulement et non plus à 100 % peuvent bénéficier des aides de l'État », et elle rappelle que « la France est en avance dans le domaine de l'animation assistée par ordinateur ». C'est ainsi qu'en 1988 FR 3 a mis en production, ou coproduction, sept séries de dessins animés conçus par des sociétés françaises (Dargaud, Brizzi, Label 35, Les Cartoons, Jingle, IDDH, Pixibox, C et D, La Fabrique...), ce qui représentera un volume horaire de plus de cinquante heures.

Sur le plan budgétaire, M^{me} Chalvon se montre circospecte. « Il est à la fois vrai et faux que les secteurs jeunesse sont malmenés par rapport aux autres », dit-elle. « C'est vrai parce que nous avons des budgets moindres en valeur absolue (1) mais,

maintenant que l'audience compte davantage qu'autrefois, sur FR 3 nous faisons des émissions bon marché, qui obtiennent de bons scores à l'audimat. J'occupe une plus grande place sur la grille des programmes, sans qu'on augmente mon budget, mais en sachant que les programmes susciteront des droits dérivés ou des sponsors ».

Autre atout pour FR 3 : son réseau décentralisé. Grâce aux moyens de production de ses stations régionales, la chaîne a diffusé en 1987 onze heures de fiction spécialement réalisées pour les enfants et le même volume horaire est en cours de fabrication aujourd'hui. « Cette politique ambitieuse », ajoute Mireille Chalvon, « a pu être menée grâce à la coproduction — en collaborant notamment avec Canal Plus, qui est également leader dans ce domaine — et au concours du Centre national du cinéma (CNC) ».

Concours qui ne va pas de soi, cependant, comme l'a découvert une entreprise de production privée dijonnaise, Latitudes, qui a produit une série de documentaires pour enfants, « Zoom zoom, mini-reporters à vos marques », pour FR 3 Jeunesse. « Ce type de production est, dans le panorama audiovisuel actuel, une sorte de pari contre l'impossible », se plaint la directrice Anne Bramard-Bagny. Deux années de suite, le CNC nous a refusé, par le biais du compte de soutien, son aide. Comment alors mener ses projets à bien sans recourir aux sponsors ? »

Mireille Chalvon admet, elle aussi, qu'elle « accepte maintenant des choses que je n'aurais pas acceptées autrefois, telles que le sponsoring et les droits dérivés », mais elle reconnaît que son souci majeur est de « maintenir l'audience face à une concurrence de plus en plus sévère ». Une consolation : la série « Il était une fois la vie » fut le plus gros succès d'audience de tous les programmes pour enfants en 1987. « Série, souligne-t-elle, qui répondait aux préoccupations dont vous vous faîtes : l'interprète : conception française, informative, non violente ».

ALAIN WOODROW.

(1) Le budget pour 1988 : 11 millions pour les achats de programmes ; 8 millions pour les productions de dessins animés et une dotation exceptionnelle de 5 millions pour faire « Lucky Luke » ; 8 millions pour la production, auxquels s'ajoute un quota de moyens de production internes difficile à évaluer.

plus importants groupes du monde dans le domaine des médias et de la communication ».

Le groupe Springer vend une partie de ses intérêts dans un quotidien régional. — Le plus important groupe de presse ouest-allemand, Springer, a vendu 24,5 % du quotidien régional Kieler Nachrichten. En septembre 1988, Springer avait tenté de tourner la loi anticoncentration en achetant directement 24,5 % de ce journal et 24,5 % indirectement, à travers l'une de ses filiales. L'Office des cartels, qui doit être consulté pour toute prise de participation supérieure à 25 %, avait condamné l'opération. Springer a cédé la moitié de sa participation au groupe de Franz et Friedrich Burda. Les deux frères étaient encore à y a quelques mois actionnaires de Springer avant de revendre leurs parts aux héritiers d'Axel Springer. Le Kieler Nachrichten est le premier quotidien du Land de Schleswig-Holstein avec une diffusion de 127 000 exemplaires.

Le Monde

PUBLICITÉ
TOURISME-GASTRONOMIE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4344

ÉTRANGER

1. — URSS : La conférence du parti, réunie à Moscou depuis le 28 juin, s'achève en adoptant six résolutions sur la réforme politique, la « glasnost » (transparence), les nationalités, la réforme juridique, la lutte contre la bureaucratie et la « perestroïka » (restructuration). A propos du calendrier des réformes politiques, M. Gorbatchev déclare le 29 devant le comité central : « Le temps presse, il faut tout faire avant qu'il soit trop tard » (du 1^{er} au 6, 30 et 31/VII-1^{er}/VIII).

2. — AFRIQUE DU SUD : Une voiture piégée explose à la sortie d'un match de rugby à Johannesbourg, faisant deux morts. L'organisation anti-apartheid ANC, accusée par les autorités, se défend d'être responsable de la série d'attentats aveugles qui ont tué dix-neuf personnes en six mois (2 et 5).

3. — GRANDE-BRETAGNE : Steffi Graf gagne les Internationaux de tennis de Wimbledon en battant en finale Martina Navratilova. Le 4, Stefan Edberg l'emporte sur Boris Becker dans le tournoi masculin (du 22/VI au 6/VII).

5. — GRANDE-BRETAGNE : L'Eglise anglicane d'Angleterre vote en faveur du principe de l'accès des femmes à la prêtrise, malgré le risque d'un schisme sur cette question. La conférence de Lambeth, qui réunit tous les dix ans les évêques anglicans du monde entier et qui se tient à Canterbury du 17 juillet au 7 août, accepte, le 1^{er} août, que les femmes, déjà ordonnées prêtres par certaines Eglises autonomes, puissent devenir évêques (7, 17-18 et 22/VII, 2, 3 et 5/VIII).

6. — MER DU NORD : Une explosion détruit la plate-forme pétrolière Piper-Alpha, au large de l'Ecosse : 165 des 228 personnes qui y travaillaient sont tuées ainsi que 2 sauveteurs. C'est la catastrophe la plus meurtrière de l'histoire de l'exploitation pétrolière. Le gigantesque incendie déclenché par

l'explosion n'est complètement éteint que le 29 grâce à l'intervention du « pompier volant » Red Adair (du 8 au 12, 16, 20, 23, 26, 27, 28 et 31/VII-1^{er}/VIII).

6. — MEXIQUE : M. Carlos Salinas de Gortari, candidat du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), au pouvoir depuis 1929, parvient, malgré un net recul de son parti, à remporter l'élection présidentielle. Selon les résultats officiels proclamés le 13, il obtient 50,36 % des voix, contre 31,12 % à M. Cuauhtémoc Cardenas (coalition du centre et de la gauche) et 17,07 % à M. Manuel Clouthier (droite). L'opposition conteste ces résultats et parvient à mobiliser la population contre la « fraude massive » (5, 6, du 8 au 13, 15, 17-18 et 19).

7. — CORÉE : Le président sud-coréen Roh Tae Woo propose une réconciliation à la Corée du Nord. Pyongyang qualifie cette ouverture de « propagande » mais ne repousse pas toutes les offres de dialogue de Séoul (1^{er}, 8, 9, 19, 22, 23 et 30).

7. — ESPAGNE : Les sondes soviétiques Phobos-1, puis, le 12, Phobos-2, sont lancées vers la planète Mars et son satellite Phobos, qu'elles étudieraient de janvier à septembre 1989 (6, 9 et 14).

8. — ARABIE SAOUDITE-GRANDE-BRETAGNE : Washington exprime ses regrets après l'annonce de la signature, le 3, d'un contrat par lequel Ryad s'engage à acheter pour plus de 70 milliards de francs d'armements britanniques (10-11, 12 et 30).

8. — LIBAN : Les derniers partisans de M. Arafat encore à Beyrouth évacuent le camp palestinien de Borj-el-Barajneh, d'où ils ont été chassés par les dissidents pro-syriens, appuyés par l'armée de Damas (du 5 au 11).

11. — GRÈCE : Un commando attaque le bateau de croisière grec

Juillet 1988 dans le monde

La chronologie paraît le deuxième dimanche de chaque mois. Les chiffres entre parenthèses indiquent la date du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.

par ÉDOUARD MASUREL

City-of-Paros au large d'Athènes. Les terroristes laissent des grenades et ouvrent le feu sur des touristes. 9 personnes sont tuées et 80 blessées : 3 morts et 34 blessés sont français. L'enquête sur l'attentat débute dans la plus grande confusion : la police grecque accuse à tort deux touristes français qui sont parmi les victimes, avant de mettre en cause le groupe terroriste palestinien d'Abou Nidal (du 13 au 25, 28, 29 et 30).

11. — NICARAGUA : Managua décide l'expulsion pour « ingérence » de l'ambassadeur des États-Unis ainsi que des mesures de répression à l'égard de l'opposition interne. Washington riposte le 12 en renvoyant l'ambassadeur du Nicaragua et en menaçant de reprendre son aide militaire à la Contra (du 12 au 19, 21 et 24-25/VII, 2/VIII).

15-16. — EST-OUEST : Le sommet du pacte de Varsovie, réuni dans la capitale polonaise, propose l'ouverture « d'ici à la fin de l'année » d'une négociation sur la réduction des forces armées et des armements classiques en Europe. La déclaration finale ne mentionne pas les projets de sommet paneuropéen et de retrait symétrique d'avions de combat, que M. Gorbatchev, en visite officielle en Pologne du 11 au 14, avait présentés le 11 devant le Parlement polonais et que l'OTAN avait aussitôt rejetés (8 et du 12 au 19).

18. — ÉTATS-UNIS : La stabilisation du déficit commercial ainsi

que la hausse des taux d'intérêt pour lutter contre les risques d'inflation et de surchauffe accentuent la remontée du dollar, qui atteint 1,88 DM, 135 yens, et 6,38 F. Les jours suivants, les interventions des banques centrales freinent cette hausse, sous la pression des partenaires des États-Unis, inquiets d'une possible relance de l'inflation chez eux (10-11, du 15 au 20, 23, 24-25 et du 29/VII au 1^{er}/VIII).

18. — URSS : Le présidium du Soviet suprême, réuni à Moscou pour examiner la question du Haut-Karabakh, rejette la demande de rattachement à l'Arménie de cette région autonome de l'Azerbaïdjan, majoritairement peuplée d'Arméniens. Mais la promesse de l'étude de solutions de compromis permet d'apaiser la tension : le 25, à Stepanakert, chef-lieu du Haut-Karabakh, la grève générale commencée le 23 mai est interrompue, tandis qu'à Erevan, capitale de l'Arménie, les rassemblements de masse, quasi quotidiens du 3 au 21, sont ensuite espacés (du 6 au 29/VII et 2/VIII).

19-22. — ÉTATS-UNIS : Les démocrates, qui réunissent leur convention à Atlanta (Géorgie), refont leur unité autour de M. Michael Dukakis, désigné, le 20, pour être le candidat du parti à l'élection présidentielle. Le 12, M. Dukakis a choisi comme collier un conservateur, M. Lloyd Bentsen, sénateur du Texas (14, du 19 au 23 et 26).

publiés fin juin. Ce revirement relance la controverse et suscite des protestations dans les milieux de la recherche (27, 29 et 31/VII-1^{er}/VIII).

27. — Le Conseil des ministres nomme M. Jean Peyrelevade à la présidence de l'UAP : désigné la veille comme administrateur, il succède à M. Jean Dromer, PDG depuis mai 1987. L'UAP, premier groupe d'assurances françaises nationalisées, est présente dans les « noyaux durs » de plusieurs sociétés privatisées. L'opposition critique cette décision, le RPR parlant de « chasse aux sorcières » (19 et du 27 au 30).

28. — Le RPR et l'UDF, à l'issue de la rencontre de deux délégations conduites par M. Giscard d'Estaing et M. Chirac, se déclarent « décidées à développer leur union » dans « une opposition résolue et constructive » (du 7 au 12 et du 28 au 30/VII, 2/VIII).

29. — Après l'accident de l'Airbus A-320 le 26 juin près de Mulhouse, M. Michel Delobere, ministre des transports, suspend les deux pilotes et met en cause Air France. Le rapport préliminaire d'enquête, achevé hier, qui lui a été remis le 28, ne révèle « aucune défaillance de l'avion ni de ses équipements techniques » (5, 7, 12, 13, 19, 22 et du 29/VII au 2/VIII).

29. — Un accord entre l'imprimeur Jean Didier et le Syndicat du livre CGT met fin à un conflit qui durait depuis le 13 juin et avait été marqué par de nombreux incidents, dont des affrontements violents, le 25, devant l'imprimerie de Massy, entre vigiles et syndicalistes (1^{er}, 2, 7, 8, 9, 14, 16, 20 et du 22/VII au 3/VIII).

29-31. — Cent trente-cinq personnes sont tuées dans des accidents de la route lors des départs et des retours de vacances. L'augmentation de 71 % en un an du nombre des morts alarme les autorités, qui affirment leur volonté de « responsabiliser les automobilistes » (30/VII, 5 et 6/VIII).

31. — L'explosion d'une bombe dévaste les locaux du mensuel *Globe* à Paris. Cet attentat suscite une vive indignation dans les milieux politiques, à gauche mais aussi à droite, tandis que son directeur estime qu'il est lié aux « prises de position du journal contre les racistes et contre les fascistes » (2, 3 et 4/VIII).

31. — M. Jean-Marie Le Pen souhaite la constitution de « listes communes » RPR-UDF-FN pour les élections municipales de mars 1989. Sa proposition de « prendre la tête de liste des partis de droite » à Marseille est rejetée le 1^{er} août par M. Jean-Claude Gaudin, qui affirme qu'il conduira une liste UDF-RPR (2 et 3/VIII).

20. — AFRIQUE AUSTRALE : Les gouvernements sud-africain, angolais et cubain signent l'accord sur les principes d'un règlement, conclu à l'issue des nouvelles négociations quadripartites (Afrique du Sud, Angola, Cuba, États-Unis) à New-York, du 11 au 13. Sont à la fois prévus le départ des forces cubaines d'Angola et le retrait des troupes sud-africaines du sud de l'Angola, puis de la Namibie, qui accèdera à l'indépendance, conformément à la résolution 435 de l'ONU du 29 septembre 1978 (7, 15, 16, du 22 au 26, 28 et 30).

20-21. — ISRAËL : Dans les territoires occupés, une nouvelle vague d'agitation fait six morts, ce qui porte à 241 le nombre des Palestiniens tués en sept mois de soulèvement (5, 6, 8, 9, du 12 au 19, 22, 23, 26 et 28).

23. — BIRMANIE : Le général Ne Win, au pouvoir depuis 1962, démissionne de la présidence du parti unique. Le 26, le général Sein Lwin, l'un de ses plus fidèles partisans, lui succède ; il est élu à la tête de l'État, le 27, par l'Assemblée, qui approuve des réformes économiques remettant en cause la « voie birmane vers le socialisme ». Le régime tente ainsi de se maintenir au pouvoir, malgré son échec économique et politique qui a provoqué des émeutes étudiantes sévèrement réprimées en mars et en juin (à partir du 21).

24. — THAÏLANDE : Aux élections législatives anticipées, les partis favorables au général Prem Tinsulanonda, premier ministre depuis 1980, obtiennent la majorité. Mais le général Prem renonce, le 27, à prendre la tête du prochain gouvernement (26 et 29).

25. — TUNISIE : M. Ben Ali, qui poursuit sa politique de démocratisation, promulgue l'amendement constitutionnel voté le 12 par les députés : la présidence à vie, instituée au profit de M. Bourguiba, est abolie, et le premier ministre cesse d'être le dauphin en titre. Le cabinet de M. Beuchef est profondément remanié, le 26, à la veille du congrès du parti gouvernemental, qui se tient à Tunis du 29 au 31 (14, 22, 24-25, 27, 28 et du 30/VII au 2/VIII).

25-28. — CAMBODGE : Une « réunion informelle » sans précédent entre toutes les factions cam-

bodgiennes et des représentants vietnamiens, en présence d'ambassadeurs indonésiens, laotiens et thaïlandais, se tient à Bogor, près de Djakarta (Indonésie). Le prince Sihanouk, qui a refusé de participer à la réunion après avoir démissionné, le 11, de la présidence de la résistance, afin de se dissocier de ses alliés Khmers rouges, est cependant présent à Djakarta, où il présente un nouveau plan de paix (3-4, du 7 au 13, 23 et du 26/VII au 1^{er}/VIII).

28. — ÉTATS-UNIS : Le Congrès vote près de 6 milliards de dollars d'indemnités pour les agriculteurs victimes de la sécheresse. La pluie, qui est revenue, a cependant permis de limiter un peu les dégâts (12, 17-18, 24-25 et 30).

28. — ISRAËL-URSS : Une mission consulaire israélienne se rend à Moscou pour la première fois depuis la rupture des relations en 1967 (27 et 30).

29. — URSS : M. Mikhaïl Gorbatchev propose devant le comité central que des terres en location puissent être attribuées aux paysans pour une durée pouvant aller jusqu'à cinquante ans (30 et 31/VII-1^{er}/VIII).

30. — BRÉSIL : Treize pays créanciers, regroupés dans le Club de Paris, acceptent de rééchelonner le paiement de 5 des 15 milliards de dollars de la dette publique du Brésil. Le FMI a approuvé le 26 le plan de redressement brésilien sans lui imposer des disciplines économiques et financières trop écorçantes (7, 21, 28 et 31/VII-1^{er}/VIII).

31. — JORDANIE : Le roi Hussein annonce, dans un discours radiotélévisé, la « rupture des liens légaux et administratifs » entre son pays et la Cisjordanie, annexée par son grand-père Abdallah en 1950, mais occupée par Israël depuis 1967. Il affirme que ce désengagement est conforme à la fois au désir de l'OLP de se séparer de la Jordanie pour édifier un État palestinien indépendant et au vœu émis en juin par le sommet arabe d'Algier de voir réaffirmer au profit de l'OLP le monopole de la représentation des Palestiniens. Mais cette décision est accueillie avec perplexité par la plupart des parties concernées par le conflit israélo-arabe (30/VII et à partir du 2/VIII).

FRANCE

2. — M. Michel Rocard, devant le comité directeur du PS, explique l'ouverture, qui avait suscité les critiques de socialistes, comme « un choix de stratégie sociale » (du 3 au 9 et 16).

2. — Le comité central du RPR décide d'engager une « large consultation » des comités départementaux après que M. Philippe Séguin ait présenté comme un « test » la réforme de l'organisation et du fonctionnement du mouvement (du 3 au 6, 9, 14, 19, 21, 22 et 29).

4. — Le conseil des ministres nomme sept experts de l'audiovisuel pour assister le gouvernement dans la préparation d'une nouvelle loi et le remplacement de la CNCL par un Conseil supérieur de l'audiovisuel (5, 6, 7, 10-11 et 13).

4. — La Nouvelle-Calédonie fait l'objet d'un consensus au Parlement : les députés adoptent la loi plaçant le territoire sous l'administration directe de l'État par 543 voix contre 1, et les sénateurs, le 6, à l'unanimité. L'accord de Matignon du 26 juin est ainsi approuvé le 23 par le RPR, mais les indépendantistes du FLNKS, après de vives discussions, réclament le 24 sa révision partielle. Tout en refusant une « renégociation » de l'accord, le gouvernement accepte des « discussions complémentaires », qui s'ouvrent le 27 à Nouméa par l'intermédiaire de M. Bernard Grasset, le nouveau haut commissaire nommé le 29 juin (du 2 au 8, 12, du 15 au 20 et du 23 au 30).

6. — La prolongation jusqu'à la fin de 1989 des prélèvements en faveur de la Sécurité sociale décidés le 29 mai 1987 par le gouvernement Chirac est définitivement votée par le Sénat. Les comptes prévisionnels, rendus publics le 12, indiquent qu'après un quasi-équilibre en 1987, le déficit du régime général devrait pouvoir être limité à 11 milliards de francs en 1988, mais atteindrait 32,7 milliards en 1989 (2, 3-4, 7, 13 et 16).

6. — Un communiqué du premier ministre annonce le maintien de l'isolement pour les « détenus poursuivis pour des crimes de sang ». La veille avaient été levées les mesures d'isolement imposées à des prisonniers se réclamant de motifs politiques. Cette décision, prise par M. Pierre Arpaillange, garde des sceaux, avait provoqué une vive polémique politique ainsi que des protestations de proches de victimes d'actes terroristes (du 6 au 11 et 16).

7. — M. Rocard obtient la démission de M. Léon Schwarzenberg, ministre délégué chargé de la santé, dont les propositions en matière de prévention de la toxicomanie, de dépistage du SIDA et d'insémination d'un carnet de santé avaient suscité de vifs remous (du 5 au 11 et 16).

8. — La loi d'amnistie est définitivement votée en quatrième lecture par les seuls députés de gauche, la majorité sénatoriale et l'opposition de droite à l'Assemblée nationale ayant refusé la concession faite par le PS au PCF accordant la réduction de prison des délégués syndicaux licenciés. Le 20, la décision du Conseil constitutionnel d'exclure de l'amnistie les salariés protégés condamné pour faute lourde provoquée par les protestations du PCF et de la CGT (2, du 6 au 13, 16, 17-18, 20, du 22 au 25 et 31/VII-1^{er}/VIII).

8. — La Banque de France ramène son taux d'intervention de 7 % à 6,75 %. M. Pierre Bérégovoy, qui préconise une baisse des taux pour soulager la trésorerie des PME, reproche, le 19, à la Bundesbank de « faire cavalier seul », après le relèvement d'un de ses taux directeurs, le troisième en un mois. Bonu s'inquiète de la baisse du mark par rapport au dollar, jugée inflationniste (du 8 au 13, du 16 au 26 et du 28/VII au 1^{er}/VIII).

8. — Le groupe Financière Agache de M. Bernard Arnault annonce que, associé avec le bras armé britannique Guinness, il est devenu le principal actionnaire, avec 24 %, de Louis Vuitton-Moët-Hennessy (LVMH), après un accord conclu avec la direction et les propriétaires du numéro un français des industries de luxe (8, 9, 10-11 et 31/VII-1^{er}/VIII).

10. — M. Jean-Pierre Soisson, invité de l'émission « Sept sur sept » sur TF 1, justifie sa présence au gouvernement en affirmant que le « choix fondamental » est « entre l'alliance avec le Front national et l'entente avec le Parti socialiste » (du 12 au 18 et 28).

11-12. — Les présidents des conseils régionaux d'Aquitaine et de Champagne-Ardenne ayant démissionné pour se conformer à la loi limitant le cumul des mandats, les succès du RPR lors de l'élection de leurs successeurs relancent le débat sur les alliances entre la droite et l'extrême droite (du 10 au 16).

12. — M. Mitterrand se fait présenter sur la base de Luxeuil (Haute-Saône) le premier escadron opérationnel de Mirage 2000-N armés d'un missile nucléaire préstratégique. Ces nouveaux avions de combat sont les vedettes du défilé aérien du 14, au-dessus des Champs-Élysées à Paris (12, 14 et 15).

13. — Le conseil des ministres approuve les deux projets de loi prévoyant la création d'un impôt de solidarité sur la fortune et d'un revenu minimum d'insertion (3-4, 5, 8, 12, 14, 15, 16 et 23).

14. — M. François Mitterrand, interrogé sur TF 1 en direct de l'Élysée, affirme que « le premier de [ses] devoirs est de répondre aux

aspirations des forces de progrès », qui représentent la « base politique » du « gouvernement de gauche ». L'ouverture est mise entre parenthèses, en raison du « refus » des partis de droite et du centre de « réaliser la majorité présidentielle » (du 15 au 19).

16. — Les dépenses de campagne des candidats à l'élection présidentielle sont publiées au *Journal officiel*. Le 27, un rapport du Conseil constitutionnel relève diverses anomalies dans ces comptes officiels et souligne les « lacunes » de la loi sur la transparence financière de la vie politique (19, 23, 28 et 30).

20. — Le conseil des ministres entend une communication de M. Stoléru, secrétaire d'État chargé du Plan, à l'issue de laquelle M. Mitterrand estime que « la planification fera partie des instruments principaux de réussite de la France ». M. Rocard assure ensuite qu'il « entend que le Plan retrouve toute sa place » (21, 22 et 23).

20. — Le Monde rend compte de témoignages recueillis en Nouvelle-Calédonie par les indépendantistes : des habitants de l'île d'Ouvéa accusent les forces de l'ordre de leur avoir fait subir des sévices après la prise en otage de gendarmes, le 22 avril. D'autre part, les enquêteurs de l'armée, dans leur rapport remis à M. Chevènement le 30 mai et publié le 22 par le Monde, confirment qu'Alphonse Dianou, le chef des preneurs d'otages mort après l'assaut militaire du 5 mai, « a été l'objet de sévices graves » (7, 21, 23, 24-25 et 29/VII, 6/VIII).

21. — La publication des résultats du baccalauréat (71,8 % d'admission contre 68,7 % en 1987 : pour la première fois, le cap des trois cent mille bacheliers est franchi) est suivie d'une polémique sur la baisse de la qualité du diplôme (du 22 au 25/VII et 2/VIII).

22. — Le ministre de la justice annonce la mise en liberté de 5 171 détenus, qui bénéficient de la grâce présidentielle ou de la loi d'amnistie (24-25).

24. — Le Tour de France est remporté par le coureur cycliste espagnol Pedro Delgado. Cette victoire est ternie par une affaire de dopage, le maillot jaune ayant été innocenté dans des circonstances équivoques après un contrôle positif (2 et du 5 au 26).

26. — En juin, le nombre des chômeurs s'est accru de 0,8 %, les prix ont augmenté de 0,2 % et le déficit du commerce extérieur a été de 900 millions de francs (15 et du 27 au 30).

26. — L'hebdomadaire scientifique britannique *Nature* met en cause la valeur scientifique des résultats des expériences du docteur Beveniste sur la « mémoire de la matière » qu'il avait lui-même

Les espoirs de paix dans le Golfe

Le 3, un Airbus A-300 de la compagnie Iran Air est abattu au-dessus du détroit d'Ormuz par une missile lancé à partir du croiseur américain Vincennes : les deux cent quatre-vingt-dix personnes à bord sont tuées. Bien que volant dans son couloir aérien, l'avion de ligne iranien a été pris pour un avion de combat F-14 par le Vincennes, qui venait de couler deux vedettes rapides iraniennes hostiles.

Le président Reagan exprime ses « regrets » pour « cette terrible tragédie humaine », mais justifie « une action défensive appropriée ». Il annonce la 11 que les familles des victimes seront indemnisées. A Téhéran, cet « acte de vengeance » est « d'abord violemment condamné » et des représailles sont envisagées ; mais, les jours suivants, les réactions officielles sont plus modérées. Le Conseil de sécurité, saisi le 5 par l'Iran, se contente d'exprimer la 20 sa « profonde consternation ».

Le 18, M. Hachemi Rafsanjani, président du Parlement nommé le 2 juin commandant en chef par intérim des forces armées iraniennes, qui ont subi depuis avril une série de revers

militaires, annonce que Téhéran accepte sans condition la résolution 598, adoptée le 20 juillet 1987 par le Conseil de sécurité de l'ONU, qui exige un arrêt immédiat des combats opposant l'Iran et l'Irak depuis septembre 1980. L'imam Khomeiny confirme, le 20, cette décision, qui lui est apparue « plus pénible que d'absorber du poison ». Bien qu'il affirme que le but de l'Iran n'est pas « la poursuite de la guerre avec une nouvelle stratégie », la sincérité du revirement iranien est mise en doute par Bagdad. Sur le front, les combats redoublent d'intensité.

Le 26, M. Javier Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, qui avait espéré, le 18, obtenir un cessez-le-feu en dix jours, annonce, à New-York, des négociations séparées avec les ministres des affaires étrangères iranien et irakien sur la mise en œuvre de la résolution 598. Mais ces pourparlers restent dans l'impasse : Bagdad exige des conversations directes entre les belligérants avant l'entrée en vigueur d'un cessez-le-feu ; Téhéran n'accepte pas un « cessez-le-feu », mais seulement après l'instauration du cessez-le-feu (à partir du 5).

CULTURE

2. — Quatre-vingt-dix tableaux et soixante dessins de Fernand Léger sont exposés pendant l'été à la Fondation Maeght de Saint-Paul-de-Vence (24-25).

9. — Ouverture du Festival d'Avignon avec *Hamlet* de Shakespeare mis en scène par Patrice Chéreau. Gérard Desbarre interprète le rôle-titre (7 et du 12/VII au 5/VIII).

10. — La *Clémence de Titus*, de Mozart, mis en scène par Michael Cacoyannis et avec l'Ensemble orchestral de Paris dirigé par Armin Jordan, inaugure le Festival d'Aix-en-Provence (14, 16, 17-18, 19 et 23).

11. — La « version définitive » de *Répons* de Pierre Boulez est dirigée pour le Festival d'Avignon par le compositeur à la tête de l'Ensemble Intercontemporain, à la carrière Callet de Boulbon (7, 13, 14, 15 et 22).

14. — M. François Mitterrand annonce la construction de « la plus

grande et la plus moderne bibliothèque du monde », qui sera accessible « aux universités, aux lycées, aux chercheurs » et qui sera connectée avec toutes les grandes universités de l'Europe (16).

15. — Mort du peintre Charles Lapicque (20).

28. — Mort de l'écrivain hongrois Miklos Szentkuthy (22 et 23).

27. — La *Tétralogie* de Wagner, qui a été donnée les 9, 16, 23 et 31 au Théâtre antique d'Orange dans une mise en scène de Jean-Claude Ribet et sous la direction de Marek Janowski, commence à Bayreuth dans la nouvelle production due à Harry Kupfer et Daniel Barenboim (12, 19, 29 et 31/VII-1^{er}/VIII, 2 et 5/VIII).

30. — Création mondiale de *Five Stone Wind*, ballet de Merce Cunningham, au Festival d'Avignon (7/VII et 2/VIII).

Culture

ARCHITECTURE

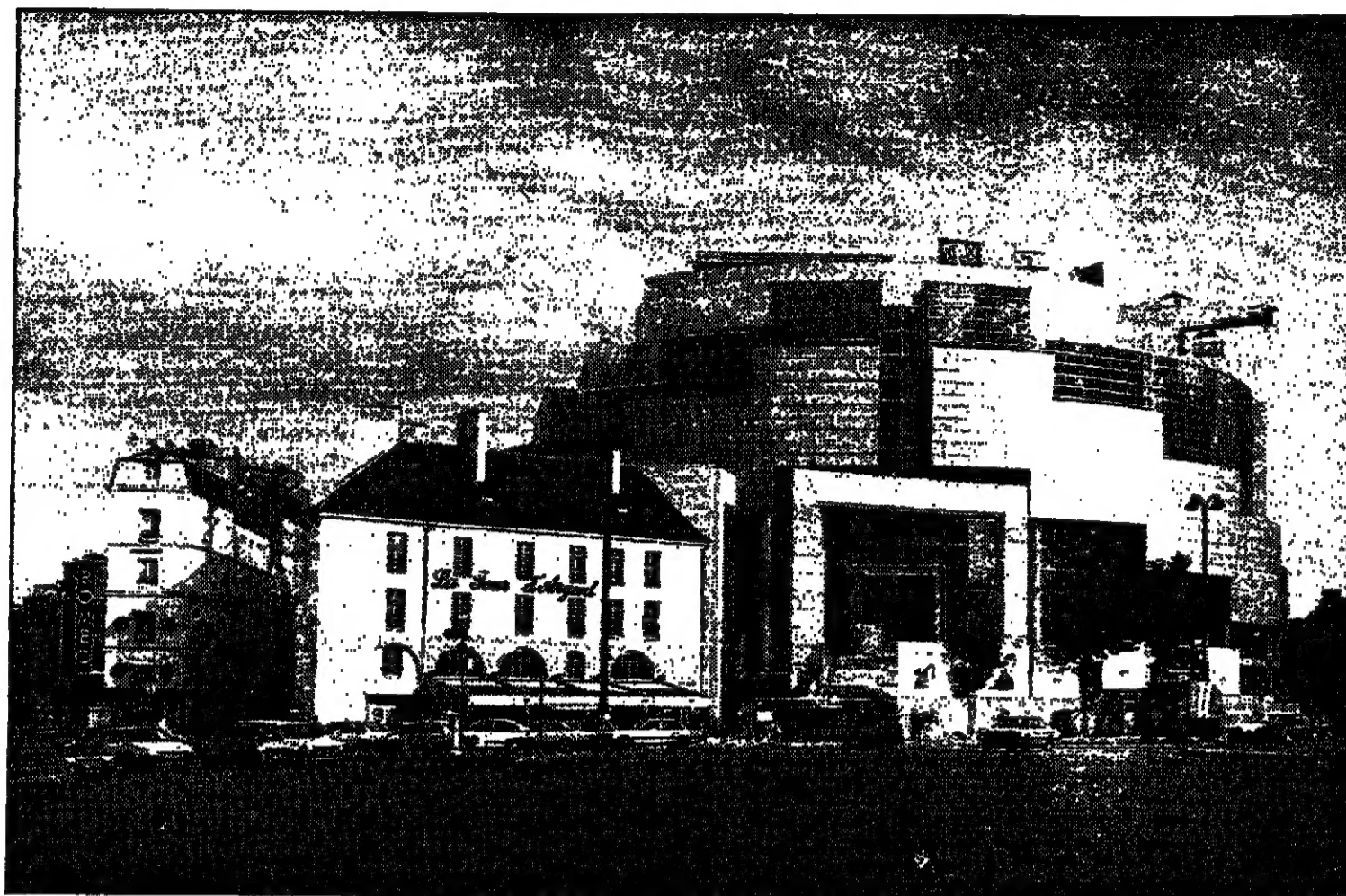
Un nouvel Opéra pour Paris

Monstres sacrés

La construction de l'Opéra de la Bastille est assez avancée pour nous permettre de formuler une appréciation. Nous avons, cette semaine encore, recours à la photographie pour regarder l'objet architectural. Mais si la photo parle d'elle-même, elle nécessite quelques dégagements sur l'avenir de la ville.

Lorsque le jury s'est réuni pour trancher entre les projets finalistes, son choix s'est porté sur celui d'un inconnu aujourd'hui célèbre, le Canadien Carlos Ott. Une légende tenace veut que jusqu'à la levée de l'anonymat, les jurés aient cru avoir affaire au projet de l'Américain Richard Meier, architecte de renommée internationale. La méprise était concevable. Le dessin, le jeu des décrochements, l'habileté avec laquelle était traité le programme demandé sur ce terrain ingrat, tout cela laissait imaginer le travail du maître. Et même si tout, dans les dessins de l'architecte n'était pas en tous points parfaits, la signature de Meier, la qualité de ses détails, sa pugnacité monochrome (blanc) permettaient d'espérer un achèvement spectaculaire, une force architecturale qui ferait oublier l'inconfort de ce grand monstre aquatique, si mal logé dans sa baignoire-sabot.

Légende ou réalité ? Quoi qu'il en soit, Meier s'appelait Ott. Le caractère moyennement satisfaisant du projet ne permit pas longtemps de cacher l'erreur urbanistique qu'on allait commettre, l'exposition organisée pour présenter l'ensemble des



résultats du concours suggéra vite, en outre, qu'au même emplacement, d'autres solutions, disant moins « encombrantes », auraient été possibles à condition d'accepter de remodeler vraiment la place de la Bastille. Seulement voilà, comme dans « l'affaire du Grand-Louvre », les détracteurs du projet architectural et les opposants au principe même d'un nouvel opéra s'entredéchiraient les arguments, passez-nous l'expression,

au point que ce qui était critique honnête et démocratique put être pris, parfois, pour de la mauvaise foi.

En attendant, l'Opéra de la Bastille continuait de grimper. On sait que le voisin immédiat, l'hôpital des Quinze-Vingt, ne se réjouit guère de voir ainsi masquée sa propre architecture, même s'il n'a vraiment pas de raison d'en éprouver la fierté. Problème de voisinage. La machine

opéra, d'ores et déjà si exemplaire qu'on nous en reprend la conception générale à Tokyo, sera ce que sera sa programmation. Question de moyens. Quant à la place, elle sera à perpétuité, un excellent terrain d'exercice pratique pour les urbanistes et les architectes, mais aussi un terrain d'indéfinissable réflexion pour le grand public. Sous la forme la plus simple s'y trouvent en effet posés le problème de la continuité

des villes, celui de la présence d'un monument, de sa signification, de son échelle, celui des rapports pittoresques entre le neuf et l'ancien, celui, tout simplement de la place, de ses angles et de ses perspectives (1), etc.

Le président de la République, qui, malgré de naturelles incertitudes, a défendu le principe du nouvel opéra, comme il a suscité et, pour le coup, vivement soutenu le

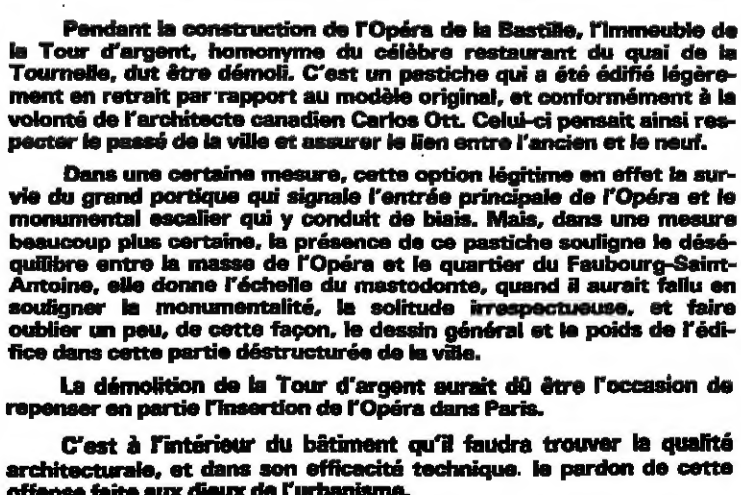
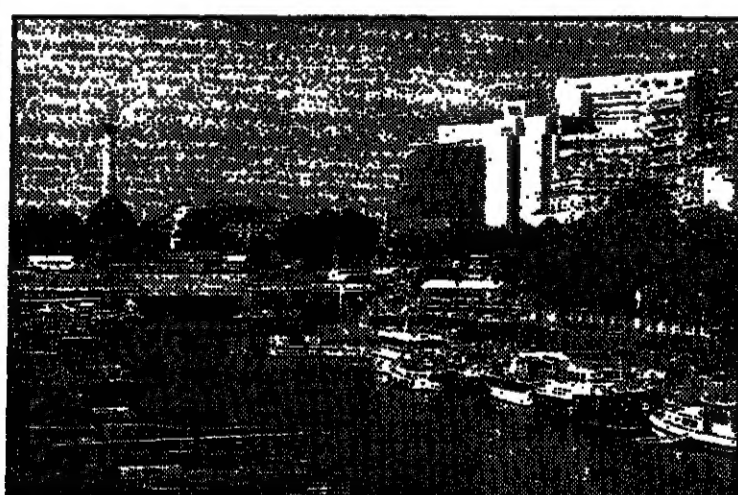
Grand Louvre d'I.M. Pei, semble aujourd'hui plus tenté que jamais par la lecture. Le projet d'une nouvelle BN, prématurément baptisée « plus grande bibliothèque du monde », ce qui doit faire rigoler les habitués de la rue de Richelieu autant que ceux de la Bibliothèque du Congrès, est en effet d'actualité. La complexité d'un tel programme, autant que son ambition, devraient inciter à réfléchir sur les moyens à mettre en œuvre avant même de parler d'architecture.

Devra-t-on, pour cette BN bis, s'en remettre aux conclusions d'un, trois, voire dix rapports ? Fera-t-on plaisir à une petite équipe d'experts qui voyageront pendant un an ou deux pour arriver à brillamment comprendre ce que doit être cette nouvelle Bibliothèque nationale, comme ce fut le cas pour La Villette ? Ou bien lancera-t-on un « concours d'idées » international pour l'établissement d'un programme cohérent, sur lequel on se donnera le temps de réfléchir avant de fixer le lieu, les moyens, le nom de l'architecte et le programme définitif ? Car on ne peut raisonnablement plus dissocier cette nouvelle aventure de la BN, de celle, bien lamentable, des bibliothèques universitaires. On ne peut plus évoquer aujourd'hui la lecture publique sans parler d'une loi-programme qui remette les pendules à l'heure pour quelques décennies. On risque, sinon, d'hériter d'un nouveau grand chantier au milieu d'une place désolée.

FREDERIC EDELMAN

(1) Nous aurions dû préciser dans les légendes de notre reportage, sur la perspective de la Défense (le Monde daté 7-8 août), que le toit de l'Arche est visible sous la voûte de l'Arc de triomphe, de la Concorde au nord-point de l'Étoile, à condition d'être sur la chaussée, condition ordinairement remplie par les automobilistes tous les jours, et par les militaires une fois par an.

PHOTOS : ANTONIO PAGNOTTA



thé
LUNDI 14 AOÛT
MARDI 15 AOÛT

PARIS EN VISITES

MONUMENTS HISTORIQUES

MARDI 15 AOÛT

ETRANGER

Les Etats-Unis ont perdu vingt mille exploitations agricoles en un an

Les Etats-Unis ont, en un an, perdu 1 % de leurs exploitations agricoles, qui ne sont plus que 2,16 millions, contre 2,18 millions en 1987, tandis que, pour la première fois, les surfaces de terre cultivées sont inférieures à 1 milliard d'hectares (400 millions d'hectares). Ces constatations sont extraites du rapport annuel du département de l'Agriculture.

Selon la définition officielle d'une « ferme », c'est « tout établissement qui vend (ou qui aurait normalement pu vendre) pour au moins 1 000 dollars (840 francs) de produits agricoles dans l'année ». C'est le Texas qui a perdu la plus grande nombre de ses « fermes » (4 000) ; il n'en a plus que 158 000. L'Arkansas, le Mississippi, la Caroline du Nord et le Tennessee en ont perdu chacun 2 000. En revanche, quelques Etats ont vu le nombre de leurs exploitations agricoles s'accroître : le Minnesota, qui en a 2 000 de plus, avec un total de 94 000, par exemple, mais aussi la Floride, la Géorgie et le Wisconsin, avec chacun un million d'exploitations supplémentaires.

Quant à la population active agricole, elle ne comptait plus que 4,9 millions de personnes en 1987, soit 2 % de la population totale, et la perte a été d'un million de personnes depuis 1980.

Ce sont les toutes petites exploitations agricoles (moins de 2 500 dollars de ventes) qui fournissent la plus grande proportion d'entreprises. Les « petites fermes » (moins de 10 000 dollars de chiffre d'affaires) constituent plus de la moitié du nombre total des exploitations, mais elles occupent moins de 12 % des terres cultivées avec une taille inférieure à 187 acres (74,8 hectares). A l'opposé, les grandes représentent 15 % de l'ensemble et travaillent plus de la moitié de la terre. La surface moyenne d'une exploitation, toutes fermes confondues, est de 463 acres (un peu plus de 185 hectares), en augmentation de 2 acres par rapport à 1987.

Les plus grandes des fermes (plus de 250 000 dollars annuels) ont accru leur surface de 310 acres (124 hectares) en moyenne, pour dépasser les 1 000 hectares.

Selon le rapport, la moitié de la population agricole vit dans le Middle West (vaste région des Etats-Unis située entre les Appalaches et les Rocheuses) et 29 % dans le Sud.

En Allemagne fédérale

Le scandale du veau aux hormones prend une dimension nationale

BONN de notre correspondant

« C'est comme pour la drogue, on peut parler aujourd'hui d'un trafic des hormones. Et, comme pour la drogue, nous devons agir au niveau international. » La déclaration de M. Klaus Matthieson, le ministre régional de l'Agriculture et de l'environnement de Rhénanie-Westphalie, résume bien la situation : le scandale du veau aux hormones, rendu public au début de la semaine en RFA, a fait tache d'huile. Après les quatorze mille veaux de l'élevage rhénan Félix Hying, M. Matthieson vient d'ordonner la saisie de cinquante mille animaux de plus. Ils appartiennent à un autre éleveur rhénan, M. Bernhard Wigger, qui dirige une vaste entreprise d'élevage travaillant à l'échelon fédéral, Bewital.

D'après le résultat des premières enquêtes, Bewital possède des étables dans plusieurs Länder. Le scandale des veaux aux hormones que l'on avait d'abord cru circonscrit à la seule Rhénanie-Westphalie prend donc des proportions nationales et, selon certains observateurs, européennes. Il est possible que les hor-

mones et autres anabolisants utilisés par ces éleveurs ouest-allemands pour accélérer la croissance des veaux aient été importés de manière illégale des Pays-Bas.

On recherche par ailleurs, sur l'ensemble du territoire ouest-allemand, cinq cents veaux sur les quatre mille deux cents mis sous scellés lundi dernier. Un proche collaborateur de M. Félix Hying aurait en effet été retrouvé en Basse-Saxe d'autres en Westphalie. La viande des veaux qui ont été enlevés est-elle sur le marché ? Le porte-parole du parquet ne l'exclut pas. Cette disparition a conduit le ministre de l'Intérieur de Rhénanie-Westphalie, M. Herbert Schnoor, à mobiliser deux cent soixante-quatre policiers pour garder les quarante étables de M. Félix Hying. Les hommes patrouillent toutes les demi-heures pour s'assurer que les stalles sont bien occupées par les veaux. Les veaux condamnés à mort mercredi ont déjà été exécutés par des décharges électriques. Leur graisse sera utilisée pour la fabrication de produits d'entretien, notamment du cirage. Et leur viande — qui n'est pas dangereuse pour la consommation, selon le directeur de l'Institut de technologie pour la recherche sur

les viandes, M. Fritz Wirth, — devrait être utilisée pour les conserves de nourriture destinées aux chiens et aux chats.

Une controverse est en train de se développer en RFA entre les gouvernements régionaux. Le ministre de l'Agriculture du Bade-Wurtemberg reproche à son homologue de Rhénanie-Westphalie de ne pas avoir informé le gouvernement fédéral et même la CEE plus tôt. « Nous avons eu besoin de deux semaines pour mener notre enquête », rétorque M. Klaus Matthieson.

Autre dilemme : la loi prévoit pour un cas de fraude alimentaire comme celui-ci une peine d'un an de prison maximum assortie d'une amende de 5 000 deutschemarks (17 000 francs). Désormais, estime M. Klaus Matthieson, mais le secrétaire fédéral de la santé, M. Werner Chory, refuse une modification du droit pénal. « Il suffit d'appliquer la loi telle qu'elle existe mais avec rigueur », dit-il.

Enfin, selon le député chrétien-démocrate, au Parlement européen, M. Elmar Brok, ce scandale pourrait avoir pour la RFA les mêmes conséquences que celui du vin au glycol pour l'Autriche il y a trois ans. « En plus », dit-il, la RFA s'est battue contre ses partenaires européens pour imposer l'interdiction d'utiliser des hormones dans l'élevage, et c'est chez nous qu'éclate un tel scandale ! » (Interim.)

REPÈRES

Echanges

L'Afrique du Sud freine ses importations

Le gouvernement sud-africain a annoncé, vendredi 12 août, toute une série de mesures économiques destinées à mettre un frein à la consommation et donc aux importations qui sont, selon lui, beaucoup trop élevées. Parmi ces mesures figurent des restrictions sur la location, un resserrement du contrôle des changes et une hausse des taxes sur les produits importés, en particulier les automobiles. Les nouvelles restrictions — augmentation des dépôts et raccourcissement des délais de paiement — à la location de biens divers, allant des appareils électriques à l'équipement photo en passant par la vidéo et les véhicules commerciaux, seront applicables dès samedi 13 août, a précisé le ministre des finances.

Un peu plus tôt dans la journée, le ministre adjoint des affaires économiques avait annoncé une hausse, à partir du 1^{er} septembre 1987 au 30 septembre 1988) 668 millions de dollars de prêts, soit, avec les demandes en cours, un montant déjà supérieur à son plafond budgétaire (682,9 millions de dollars).

Selon M. K. Bohn, le président de l'Embank, la progression des engagements financiers de son agence depuis le début de cette année s'explique par la hausse des exportations américaines et, « partant, des demandes de prêts de l'Embank », permettant aux exportateurs américains de « couvrir les subventions des autres pays ». L'agence ne reprendra ses prêts à long terme qu'à partir du prochain exercice budgétaire.

Prix de gros

Accélération en juillet aux Etats-Unis

Les prix de gros ont augmenté en juillet de 0,5 % aux Etats-Unis, soit à un rythme annuel de 5,7 %, a indiqué, vendredi 12 août, le département du travail à Washington. Ils avaient augmenté de 0,4 % en juin,

soit à un rythme annuel de 4,6 %. Pour l'ensemble de l'année 1987, les prix de gros avaient progressé de 2,2 %. Bien que proche des anticipations des experts, le chiffre de juillet semble confirmer l'existence de tensions inflationnistes dans l'économie américaine.

Aides à l'exportation

L'Eximbank ne prête plus

L'Eximbank, l'agence fédérale de soutien des exportations américaines (l'équivalent de la Coface en France) a annoncé, vendredi 12 août à Washington, la suspension, pour cette année, de ses prêts à long terme, ses engagements financiers dépassant d'ores et déjà « largement » son budget pour l'exercice 1988. Dans un communiqué, l'Eximbank précise qu'elle a déjà accordé depuis le début de l'exercice budgétaire en cours (1^{er} octobre 1987 au 30 septembre 1988) 668 millions de dollars de prêts, soit, avec les demandes en cours, un montant déjà supérieur à son plafond budgétaire (682,9 millions de dollars).

Selon M. K. Bohn, le président de l'Embank, la progression des engagements financiers de son agence depuis le début de cette année s'explique par la hausse des exportations américaines et, « partant, des demandes de prêts de l'Embank », permettant aux exportateurs américains de « couvrir les subventions des autres pays ». L'agence ne reprendra ses prêts à long terme qu'à partir du prochain exercice budgétaire.

SOCIAL

Les orientations du ministre du travail

M. Soisson, apôtre du dialogue social

(Suite de la première page.)

La concertation bilatérale. M. Soisson l'a déjà expérimentée avant la pause des vacances. Officiellement, il a reçu tous les partenaires sociaux pour des entretiens qu'il qualifie volontiers de francs et directs, en se félicitant qu'il n'y ait eu à son égard ni crispation ni... suspicion. Le ministre entend tenir le même langage à toutes les organisations et pense déjà avoir défini une règle du jeu qui pourrait permettre, par exemple s'il y a un regain de conflits salariaux à l'automne, de rechercher rapidement l'apaisement. De telles règles ne résistent pas toujours à l'épreuve des faits. Le ministre aurait donc tort de se montrer trop optimiste sur ce point, mais il est vrai qu'il a joué un rôle important, officiel et surtout officieux, dans le règlement du conflit de l'imprimerie Didier en juillet. Un premier succès.

« Repenser

l'organisation du travail »

L'incitation à négocier. M. Soisson y a déjà eu recours devant la Commission nationale de la négociation collective, mais... en laissant de côté le principal sujet sur lequel le débat risque d'être épuisé entre les partenaires sociaux : la renégociation (éventuelle) des conditions de licenciement. Le ministre du travail ne se sent nullement handicapé — aux yeux des syndicats — par le fait qu'il a voté, en son temps, la suppression de l'autorisation administrative préalable de licenciement. Pour autant, il a reçu clairement le mandat du premier ministre non de rétablir cette autorisation — ce qui est exclu — mais d'explorer les voies d'une négociation permettant d'ajuster la législation actuelle. Face à un front syndical divisé, il ne souhaite pas consulter ensemble les partenaires sociaux mais mener des conversations bilatérales pour voir ce qu'il sera possible de faire.

M. Soisson veut également que les syndicats et le patronat engagent un processus de négociations sur les conséquences sociales des mutations technologiques, ce qui rejoint l'objectif des discussions qui doivent reprendre au CNPF le 13 septembre prochain. Mais l'ambition du ministre va sans doute plus loin puisqu'il s'agit

pour lui de « repenser l'organisation du travail ». « Les nouvelles technologies, disait-il le 11 juillet, ne fabriquent pas automatiquement de bonnes conditions de travail (...). Si l'on n'y prend garde, l'introduction des nouvelles technologies peut rejeter de la production nombre de salariés riches de leur savoir-faire passé, faute d'une action suffisante en matière de formation et d'une réflexion adéquate sur la conception des nouvelles installations. » Comme ses prédécesseurs, il entend aussi « favoriser une actualisation véritable, voire, lorsque c'est nécessaire, une refonte des classifications conventionnelles ».

La troisième mission que M. Soisson semble s'être assignée touche à la surveillance et au contrôle des négociations. Sans avoir la réputation d'être un interventionniste à tout crin — ce qui n'est apparemment pas son but — le nouveau ministre du travail pourrait surprendre sur ce terrain. Le 11 juillet dernier, déjà, il a tenu un langage sans équivoque quant à sa vigilance : « Je tiens à le dire ici clairement : les espaces de liberté conférés à la négociation ne sont pas des espaces de dérégulation. Je suis persuadé que les partenaires sociaux sauront mettre fin aux déviations constatées dans certains cas et éviteront que l'Etat ne soit conduit, contre son gré, à intervenir davantage dans le jeu des relations sociales, qui doit être aussi libre que possible. » En clair : la liberté de négocier, oui... mais à condition de ne pas faire n'importe quoi. CQFD.

Le « pré carré » de l'Etat

M. Soisson, qui sait que ses moindres faux pas seront guettés tant par les barrières que par les socialistes, qui le jugeront sur ses actes, a déjà attiré l'attention des partenaires sociaux sur « la nécessité de certaines corrections de trajectoire, afin que la liberté contractuelle fasse bon ménage avec le respect de la loi et que le progrès économique aille de pair avec le progrès social, dont il est non seulement la contrepartie mais aussi la condition ». Des corrections sont donc attendues tant sur le système d'individualisation des salaires, qu'il s'agit à

la fois d'encadrer et de moraliser (le Monde du 14 juillet), que sur l'aménagement du temps de travail, où la modulation des horaires doit être compensée, « notamment sous la forme de réduction de la durée du travail ».

Dans l'esprit de M. Soisson, la relance du dialogue social passe donc par une nouvelle articulation entre le « pré carré de l'Etat » et le domaine de la négociation collective. Loin d'entretenir le culte du « tout social » à l'entreprise, il veut favoriser le renouveau de la négociation de branche, qui « exclut ni une négociation interprofessionnelle, qui peut utilement donner à la négociation de branche les orientations et impulsions nécessaires, ni le maintien de la vitalité de la négociation d'entreprise ». « On ne peut vouloir moins d'Etat et moins de syndicats », aime à dire M. Soisson. Il devra donc à la fois redonner un espace aux seconds pour négocier — et exister davantage... — et rappeler que le premier a encore un rôle social à jouer.

MICHEL NOBLECOURT.

Epilogue d'un déménagement « sauvage » ?

Mecatronic reprendra ses activités dans la Meuse

L'atelier de Mecatronic, filiale du groupe Horlogerie photographie française (HPF), rouvrira normalement ses portes à Vold (Meuse) à compter du 22 août. Mecatronic, qui assemblait des composants de téléphone, avait été fermée et entièrement démantelée à Bonneville (Haute-Savoie), où est située l'entreprise HPF, le mardi 2 août, pendant que les vingt-deux salariés étaient en congés annuels (le Monde du 10 août). La direction de Mecatronic, dont les P et T sont un client important, a été appelée à l'ordre par le ministre de l'Industrie et a dû faire marche arrière.

Après que les responsables de l'entreprise eurent été reçus au ministère, le cabinet de M. Roger Fauroux a fait savoir que des garanties écrites ont été apportées : « La totalité des salariés de l'atelier désirant rester le pourront, la pérennité de l'entreprise n'étant pas remise en cause. » Pour le ministère, les dirigeants de l'entreprise ont « manifesté de respect au droit du travail et aux règles des relations humaines ». Mais si l'opération de déménagement « sauvage » était « regrettable », elle « relevait plus

de la maladresse que de la malveillance ». « Les emplois seront garantis sous réserve des conditions économiques habituelles », ajoute-t-on au ministère, et le plan de charge pour les douze mois à venir est normal. »

La CGT dénonce le projet de budget 1989. — M. Gérard Alezard, secrétaire de la CGT, a dénoncé, le jeudi 12 août, le budget de 1989, qualifié de « budget de crise et de régression ». La CGT envisage de faire entendre ses revendications afin d'obtenir « d'autres choix budgétaires et la transparence des finances publiques ». Point par point, M. Alezard s'en est pris aux différentes priorités gouvernementales. Les 12 % de crédits supplémentaires pour l'emploi servent surtout au « traitement du chômage ». L'effort consenti sur le poste de l'éducation n'est pas suffisant puisqu'il ne représente que 5 % du PIB contre 5,7 % en Grande-Bretagne et 7 % en URSS, selon M. Alezard. Enfin, « le retard pris depuis 1984 » dans la recherche en France nécessite des crédits supplémentaires supérieurs aux 3 milliards octroyés par le gouvernement.

TRANSPORTS

L'accident de l'Airbus A-320

L'aviation civile répond au président d'Air France

Les propos du président d'Air France parus dans nos colonnes (le Monde du 12 août) et faisant état d'une interprétation divergente des directives entre sa compagnie et la direction générale de l'aviation civile (DGAC) ont suscité l'étonnement de celle-ci.

Un décret de 1971 impose à toutes les compagnies de ne pas autoriser de vol à vue au-dessous d'une altitude de 50 mètres au-dessus de tout obstacle. Donc l'Airbus aurait dû être autorisé à voler, à Habsheim, à 62 mètres (50 mètres plus la hauteur des arbres) et non à 30 mètres. La DGAC estime qu'aucune compagnie n'a le droit de créer sa propre réglementation sans en référer à l'autorité de tutelle.

D'autre part, elle juge contraire aux manuels de vol en vigueur d'effectuer des simulations d'atterrissages avec des passagers à bord. Enfin, elle fait observer que le Concorde d'Air France, le Boeing 747 d'UTA et l'A-300 d'Air Inter, descendus trop bas (NDLR : 10 mètres du sol), le 19 mai, au cours d'un meeting aérien à La Ferté-Alais (Essonne), survolaient une piste en herbe — et non une piste en dur — où il leur aurait été impossible de se poser en cas d'incident. Une procédure d'enquête a été ouverte qui pourrait déboucher sur des sanctions disciplinaires pour les trois commandants de bord et pour les trois compagnies.

arbres) et non à 30 mètres. La DGAC estime qu'aucune compagnie n'a le droit de créer sa propre réglementation sans en référer à l'autorité de tutelle.

D'autre part, elle juge contraire aux manuels de vol en vigueur d'effectuer des simulations d'atterrissages avec des passagers à bord.

Enfin, elle fait observer que le Concorde d'Air France, le Boeing 747 d'UTA et l'A-300 d'Air Inter, descendus trop bas (NDLR : 10 mètres du sol), le 19 mai, au cours d'un meeting aérien à La Ferté-Alais (Essonne), survolaient une piste en herbe — et non une piste en dur — où il leur aurait été impossible de se poser en cas d'incident. Une procédure d'enquête a été ouverte qui pourrait déboucher sur des sanctions disciplinaires pour les trois commandants de bord et pour les trois compagnies.

Selon M. Delebarre le budget sécurité routière va augmenter de près de 50 %

Le budget de la sécurité routière augmentera de près de 50 % en 1989, a annoncé M. Michel Delebarre, ministre des transports, dans un entretien que publie, samedi 13 août, le quotidien Ouest-France. « Le premier ministre vient de signer les lettres patentes du budget », a déclaré le ministre. L'une des annonces importantes pour 1989 sera l'augmentation globale des investissements du budget de la sécurité routière. « Il passera de 282 millions de francs à 412 millions de francs en 1989 », a-t-il ajouté.

Les crédits destinés à réorber les points noirs seront, par ailleurs, doublés. Il en reste deux cent quatre-vingt-cinq (contre six cents en 1982). « Nous en ferons disparaître soixante-dix et, dans quelques années, le problème sera résolu. »

Economie

AFFAIRES

Le bâtiment et les travaux publics traversent une conjoncture florissante

Difficile d'affirmer que l'ensemble de l'économie française va bien, mais, en tout cas — pour reprendre l'adage bien connu — le bâtiment, lui, va.

L'enquête trimestrielle dans ce secteur, que vient de publier l'INSEE, le confirme sans ambages.

« L'activité du bâtiment, qui était déjà très soutenue en début d'année, a continué de progresser, au cours du deuxième trimestre », soulignent les experts de l'institut de la statistique. Ils notent un accroissement du volume des travaux des entreprises dans le gros œuvre, et plus encore dans le second œuvre. Moins d'un entrepreneur sur quatre juge son carnet de commandes insuffisamment garni. Depuis 1966, date du début de l'enquête, jamais, ajoutent les statisticiens, un tel taux d'optimisme professionnel n'avait été constaté.

Les conséquences positives de cette conjoncture, qu'on serait tenté de qualifier de florissante, viennent à l'esprit : bon niveau d'activité prévu pour la deuxième partie de l'année et le début de 1989, embauche d'effectifs à un rythme plus soutenu encore qu'au cours des derniers mois. Mais la médaille a son revers : les entreprises qui éprouvent des difficultés de recrutement pour faire face à leurs nouvelles commandes d'accroissement et le phénomène bien connu des goulots d'étranglement (lorsque la demande de main-d'œuvre spécialisée se heurte à une offre insuffisante) commencent à se manifester. C'est ainsi que la part des entreprises, dans l'impossibilité d'accroître leur production faute de trouver la main-d'œuvre correspondante, qui était de 8 % en juillet 1987, est passée un an plus tard à 14 % en données brutes.

Un mouvement de reprise

Il reste que cette relance dans le bâtiment, qu'avait déjà bien mise en valeur l'étude de conjoncture de la Confédération de l'artisanat et des petites entreprises (le Monde du 6 août), s'inscrit dans un mouvement de reprise amorcé à la fin de 1984 et confirmé depuis lors. Les mesures adoptées en faveur du logement — que ce soit pour la construction neuve, l'entretien ou la réhabilitation, — la flambée des bureaux et des bâtiments administratifs, notamment en Ile-de-France, et pendant l'hiver 1987-1988 des conditions climatiques exceptionnellement étonnantes, ont concouru à donner le coup de fouet à un secteur qui, de 1974 à 1984, avait connu une dégringolade catastrophique. En dix ans, en termes de chiffre d'affaires, les entreprises avaient en effet régressé de 20 %. Alors qu'en 1974 550 000 logements étaient mis en chantier, le chiffre s'était effondré en 1984 à 310 000. Les entreprises, sauf celles

du secteur artisanal, avaient vu leur nombre régresser de 30 %, alors que les effectifs chutaient de 1 300 000 à 945 000.

Pour sa part, la Fédération nationale du bâtiment (FNB) corrobore, dans sa dernière note de conjoncture, les analyses encourageantes de l'INSEE et constate, en dépit des disparités régionales marquées, que les entreprises ont retrouvé le chemin de la croissance depuis la « référence noire » de 1984-1985.

Aujourd'hui, pour les cinq premiers mois de 1988, par rapport à la même période de 1987, l'activité est en hausse de 6,2 % avec, à la clé, une progression des effectifs employés de quelque 5 000 personnes. Les mises en chantier de logements neufs ont, elles, fait un bond de 16,5 %, et même de 33 % pour les autres types de construction.

Revaloriser les métiers manuels et techniques

Un son de cloche quasiment identique est perceptible dans le secteur connexe des travaux publics (le Monde du 8 juillet). De nombreuses entreprises, surtout chez les grandes et les moyennes, sont à la fois présentes dans les branches diversifiées du bâtiment et dans celles des travaux publics : routes, terrassement, infrastructures des transports, grands travaux, barrages, assainissement. Et l'INSEE, dans une enquête de conjoncture réalisée le mois dernier, juge « particulièrement satisfaisante » l'activité des entrepreneurs en relevant que plus de 60 % d'entre eux ont constaté, au deuxième trimestre de cette année, une progression de leurs travaux, ce qui constitue « le résultat le plus élevé depuis qu'est observée l'opinion des chefs d'entreprise », c'est-à-dire depuis 1974. Jamais depuis cette date, ajoute l'INSEE, les commandes engrangées par les entreprises n'ont atteint un tel niveau. Le troisième trimestre se présente donc sous de bons auspices, mais il faut, « une proportion record de chefs d'entreprise s'estiment empêchés d'augmenter leur production par manque de personnel qualifié ».

Que ce soit à la FNB ou à la Fédération nationale des travaux publics, les responsables professionnels sont d'ailleurs bien conscients de ce phénomène de blocage qui est le résultat des dix années pendant lesquelles les métiers de ces branches ont trop été vus, par les jeunes notamment, comme des professions sans avenir, mal rémunérées, dévalorisées, aléatoires, peu considérées parce que manuelles, voire réservées pour beaucoup à des travailleurs étrangers. Une grande campagne de reconquête et de revalorisation a été engagée avec l'aide de l'éducation nationale dans l'opinion publique, mais il est encore trop tôt pour en juger les effets.

FRANÇOIS GROSCHARD.

Mariage dans l'informatique américaine

Unisys rachète Convergent

La société américaine Unisys, le numéro trois mondial de l'informatique, vient d'annoncer un accord de principe pour le rachat de Convergent, une entreprise californienne de mini-ordinateurs et stations de travail.

Cette annonce s'inscrit dans la stratégie d'Unisys : né en 1986 de la fusion de Sperry et Burroughs, Unisys avait clairement indiqué, il y a quelques semaines, sa volonté de doubler, d'ici à 1990, son chiffre d'affaires (9,7 milliards de dollars en 1987). Le rachat de Convergent, quatre-vingt-dixième entreprise informatique mondiale, avec un chiffre d'affaires de 385 millions de

dollars, lui fait donc faire un petit pas dans ce sens.

Convergent a connu quelques années de développement spectaculaire après sa création en 1979, mais sa croissance marque le pas depuis 1985. Unisys était son premier client (il lui assure 20 % de son chiffre d'affaires), il n'est guère étonnant de le voir intervenir dans son sauvetage. Outre la sécurité de son approvisionnement, le numéro trois de l'informatique comme aussi son engagement sur le standard de logiciel Unix, d'ATT (American Telephone and Telephone), dans le développement duquel Convergent joue un rôle important.

Un débat crucial se déroule actuellement dans l'industrie informatique mondiale autour de l'avenir de ce standard (le Monde du 15 mai) entre les partisans d'ATT et leurs opposants, réunis au sein d'une nouvelle fondation à laquelle participent, notamment, le très puissant IBM et le français Bull.

■ **ERRATUM.** — Dans notre information sur le capital de la société holding néerlandaise propriétaire du capital de Primatères, parue dans nos éditions du 12 août, une erreur de transmission nous a fait écrire que la Phareon Holding Ltd possédait 3,6 % du capital de la First Anglo-Dutch Securities. C'est 36 % qu'il fallait lire.

BOURSE DE PARIS

Semaine du 8 au 12 août

Syndrome et syndromes

« D'IEU soit loué, elle a bougé. » Cette réflexion amusée lancée à la cantonade par un boursier connu pour ses fines plaisanteries résume bien la situation vécue ces derniers jours rue Vivienne. Au bord de la paralysie à cause du manque d'affaires, la Bourse a en effet bougé cette semaine. Pas exactement dans la direction souhaitée, puisque les cinq séances consécutives se sont soldées par une baisse de 3 % des divers indices. Mais la réaction du marché, dictée par la bonne surprise et l'augmentation du taux de l'escompte américain, a, par certains côtés, été plutôt rassurante. Mais reprenons le fil des événements.

Accablé par la chaleur et la désertion du plus grand nombre de ses fidèles aspirés par le tourbillon de la grande migration annuelle, le marché s'était les deux premiers jours littéralement figé dans une immobilité parfaite, mais peut-être aussi trompeuse. Malgré le calme enregistré sur le front monétaire avec l'adjudication de 9,7 milliards de francs, faite lundi par le Trésor à des taux plutôt orientés à la baisse, les financiers de la place ne s'étaient pas laissés abuser. Le plan de l'attribution à une semaine lumineuse aux Etats-Unis. Elle allait se produire mais pas exactement là où on l'attendait (voir ci-contre « Les dévies et For »).

La décision de la Réserve fédérale américaine de relever d'un demi-point le taux de l'escompte fit mercredi l'effet d'une douche froide. Wall Street fut violemment secoué et, choqué, le Kabuto-Chô de Tokyo eut un malaise. De conséquence, la Bourse de Paris se mit à descendre en forçant l'allure : - 1,1 % mercredi, - 1,5 % jeudi.

Après le syndrome des taux, le syndrome du 15 août allait-il à son tour dominer le marché ? Tout, rappelons-le, avait commencé en 1971 durant le week-end de l'Assommoir avec la décision inattendue prise par le président des Etats-Unis, à l'époque Richard Nixon, d'abolir l'étalon-or. Depuis lors, l'approche de tous les week-ends du 15 août déclenche une réflexion générale de méfiance. Mais sans doute y a-t-il syndrome et syndromes. Tout s'est passé comme si le resserrement des conditions de crédit entre-Atlantique, décidé unilatéralement par les autorités monétaires américaines, avait soulagé les marchés financiers.

Vendredi 12 août, sans doute persuadés que rien de pire ne pouvait plus arriver, toutes les places se ressaisirent en chœur, ce malgré la légère accumulation de la hausse des prix de gros au Nouveau Monde. Mais celle-ci était, paraît-il, attendue. Bref, Paris, bien que revenu au déclinement le plus complet, suivait le mouvement et regagnait un peu du terrain perdu (+ 0,3 %). Mais la solidarité en la contagion, appelée cela comme on veut, explique-t-elle seule le phénomène ? L'argument n'est pas convaincant.

Premier constat : pas un seul instant Paris n'a cessé à la panique. Mieux, la place française a beaucoup mieux résisté que les autres. Une bonne raison à cela : sa situation technique est presque idéale. Le montant des achats à découvert (position de place) représente moins de trois semaines normales. Cela n'est certes pas nouveau. Réduite à sa plus simple expression depuis le krach, cette position de place n'avait recommencé à augmenter qu'en juin. Mais les conditions ont aussi radicalement changé. Redoutée, la dépression économique ne s'est pas (encore) produite et d'un état de crise théorique est passé à une crise économique situation d'expansion. Et si Paris s'est mis en devoir de

remonter la pente, l'écart n'est pas encore comblé.

D'où ce deuxième constat : compte tenu d'un contexte économique somme toute très favorable localement, le marché français offre encore d'excellentes opportunités de placements. L'étranger ne s'y est du reste pas trompé. A l'analyse, la baisse survenue cette semaine apparaît donc être beaucoup plus le résultat d'ajustements de position faits par précaution que le fait de ventes précipitées. L'activité aurait autrement beaucoup plus augmenté qu'elle ne l'a fait en remontant jeudi aux environs de 1,5 milliard de francs. Autrement dit, le « portefeuille », lui, n'a pas bronché.

A cet égard, les professionnels sont formels. A la veille du week-end, tout se disait favorablement impressionné par l'amélioration constatée et la très saine réaction du marché. Naturellement, sur le parquet, on ne se berçait trop d'illusions. La tension créée par le FED sur le front des taux est lourde de conséquences. Elle place les pays industrialisés, et les autres, dans une position difficile, la France en particulier, dont le ministre de l'Economie, des finances et du budget, M. Pierre Bérégovoy, s'est fait le chantre de la détente. De ce fait, beaucoup, rue Vivienne, attendent avec une impatience, mêlée d'inquiétude, les résultats du commerce extérieur américain publiés mardi prochain 16 août, qui devraient, pense-t-on, être riches d'enseignements. « Bons ou mauvais, tout dépendra de l'interprétation que l'on voudra bien en faire », assurent, philosophes, un gérant de portefeuille.

En attendant, les pythies de la place, anciennes et nouvelles, ne sont toujours pas d'accord entre elles sur la suite des événements. Entre le relatif optimisme des uns, fondé sur l'impossibilité où se trouvent les gouvernements de trop ralentir l'expansion économique mondiale sous peine de détruire tout le système, et le catastrophisme des autres, savamment entretenu par le troisième syndrome, de krach celui-là, dont le fantôme gesticule à mesure qu'approche le premier anniversaire du grand bouleversement, la confusion est aussi totale qu'entre les déclarations des ministres des finances du G-7. Mais c'est bien connu, l'histoire ne se répète jamais. Comme d'habitude, une troisième voie sera probablement empruntée.

La preuve que l'arme des taux n'est pas boursièrement dissuasive : l'affairisme n'a rien perdu de ses droits. Une forte animation a été ainsi enregistrée cette semaine autour de Suez, dont le moyen d'achat semble vouloir à son tour être renforcé après ceux de Saint-Gobain, de CGE et du CCF. L'attention s'est également portée sur Pernod-Ricard. D'autre part, le ramassage d'actions LVMH a, semble-t-il, également repris. Façon a été recherchée à la veille du week-end. Enfin, une opération financière est en cours sur CCMC. Le conseil des bourses de valeurs a donc décidé de suspendre la cotation du titre. Les « raiders », eux, ne partent jamais en vacances.

ANDRÉ DESSOT.

Fermeture de places financières et boursières le lundi 15 août

Les marchés financiers et commerciaux resteront fermés le lundi 15 août à Paris.

En Espagne, les Bourses de Madrid et de Barcelone seront closes. Le 15 août sera également un jour férié pour les marchés italien et belge, ainsi que pour le marché de l'or de Bombay, en Inde.

BRUXELLES : vers la fin de l'archaïsme boursier ?

Las de l'archaïsme boursier qui prévaut sur la place de Bruxelles, le ministre des finances belge, M. Philippe Maystadt, vient de se prononcer fermement pour une réforme en profondeur et d'envergure. Il réclame, en particulier, la fin du monopole des agents de change sur les transactions supérieures à 250 000 dollars (1,6 million de francs) et le droit pour les établissements bancaires d'entrer dans le capital des charges d'agent de change. Une commission sera rapidement constituée, qui sera chargée

de discuter des modifications aux règlements, qualifiées par lui de « incontournables ».

Cette commission regroupera des représentants des agents de change, des banques et des principaux investisseurs institutionnels étrangers opérant en Belgique. Elle commencera ses travaux au mois de septembre, et M. Maystadt souhaite que les bases d'un accord soient jetées d'ici au 31 octobre, de façon qu'un texte de loi soit présenté au Parlement en fin d'année.

« Permettre l'accès des banques à la Bourse est un principe fondamental de la réforme », ajoute encore M. Maystadt, en précisant qu'il ne voit aucune raison pour laquelle les sociétés holdings et les holdings de compagnies d'assurances n'y auraient pas également accès.

Un responsable du ministère des finances belge a déclaré que la réforme demandée par M. Maystadt pourrait se comparer, toutes proportions gardées, au « Big Bang » britannique de 1986.

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (*)

	Nbre de titres	Vol. en cap. (F)
Saint-Gobain	235 165	119 168 737
Suez	706 291	260 136 824
Elf	601 296	191 006 733
Peugeot	172 702	209 111 405
CGE	172 702	209 111 405
LVMH	72 753	200 679 560
BNP	24 510	121 326 200
CCF	840 576	114 394 774
Paribas	194 446	79 704 806
Michelin	516 639	103 404 717
Sanofi	42 646	97 522 344
Ajcomar	151 591	170 535 382
Saint-Louis	365 268	145 437 342
Pernod	117 934	101 575 985

(*) Du 4 au 11 août.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 8 août	Cours 12 août
Or 999,9 en lingot	87 700	87 780
Or 999,9 en lingot	87 700	87 780
Or 999,9 en lingot	87 700	87 780
Or 999,9 en lingot	87 700	87 780
Or 999,9 en lingot	87 700	87 780
Or 999,9 en lingot	87 700	87 780
Or 999,9 en lingot	87 700	87 780
Or 999,9 en lingot	87 700	87 780
Or 999,9 en lingot	87 700	87 780
Or 999,9 en lingot	87 700	87 780

■ Ces prix d'or ne sont cotés qu'à la séance hebdomadaire supplémentaire.

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	8 août	9 août	10 août	11 août	12 août
RM	648 847	935 712	1 230 959	1 639 520	930 620
Comptant	687 1402	7331 885	8120 599	11 025 415	7 532 322
R. et obl.	104 596	118 689	201 276	239 758	114 916
Actions	762 845	8386 286	9 552 834	12 904 693	8 577 888

INDICES QUOTIDIENS INSEE base 100, 31 décembre 1987

Françaises	124,2	124,1	122,8	121,6	—
Etrangères	122,3	122,2	120,1	118,8	—

SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES

(base 100, 31 décembre 1987)

Tendance	134,3	134,2	132,5	130,9	131,2
----------	-------	-------	-------	-------	-------

(base 100, 31 décembre 1981)

Indice gén.	358,3	359,1	356,5	351,2	350,7
-------------	-------	-------	-------	-------	-------

(base 1000, 31 décembre 1987)

Indice CAC 40	1322,12	1323,71	1305,94	1292,18	1294,30
---------------	---------	---------	---------	---------	---------

MATIF

Notionnel 10 %. — Cotation en pourcentage du 12 août 1988

	Sept. 88	Déc. 88	Mars 89	Juin 89
Prochain	—	—	—	—
+ 1 mois	103,25	101,90	100,88	99,85
+ 3 mois	102,85	101,50	100,55	99,65
Distance	103	101,60	100,60	99,65
Comptation	103	101,60	100,55	99,55

Nombre de contrats : 55 989.

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Moins 3,8 %

Sous le coup porté par le Fed en relevant par surprise le taux de l'escompte, Wall Street cette semaine a flanché et baissé de 3,8 % avec l'indice Dow Jones retombé à 2 037,52 (contre 2 119,13 le 5 août). Cette perte, le marché new-yorkais l'a, pour l'essentiel, acquiescé au cours des deux semaines de mardi et mercredi, la plus terrible avec près de 50 points de baisse. Ce jour-là, comme d'habitude, les programmes des ventes sur ordinateurs furent arrêtés.

Une légère reprise technique s'ensuivit en fin de semaine. Il reste que la Bourse américaine a été une fois de plus secouée, se souvenant que le grand krach d'octobre 1987 avait été précédé de mois d'attente par une hausse du taux de l'escompte. Pour l'instant, les opérations courantes du jour se poursuivent dans l'attente de la publication, mardi 16 août, des résultats du commerce extérieur, autre facteur du déclenchement de la crise il y a un an.

	Cours 5 août	Cours 12 août
Alcoa	53 1/2	48 5/8
ATT	28 1/2	25 3/8
Boeing	62 1/4	59 1/2
Chase Man. Bank	30 1/8	28 3/8
De Post de Newcom	86 1/2	82 1/2
Eastman Kodak	44 1/2	43 1/4
Exxon	46 7/8	46 3/8
Ford	53 3/4	50 3/8
General Electric	41 3/4	40 1/4
General Motors	70 1/8	72 3/4
Goodyear	61 1/2	57 7/8
IBM	123 3/4	118
ITT	59 1/8	48 3/8
Mobil Oil	42 1/4	40 1/4
Pfizer	51 1/4	50 1/4
Schlumberger	34 1/8	34 1/4
Tesaco	47 1/8	45 5/8
UAI Corp. et Allied	95	93 3/4
Union Carbide	24 1/8	23 3/4
USX	38 3/8	29 1/8
Westinghouse	52 1/2	51 3/8
Xerox Corp.	54 3/4	54 1/8

LONDRES

Baisse

Pas brillant, le London Stock Exchange cette semaine. Malgré la reprise enregistrée à l'approche du week-end, le marché n'a pas réussi à regagner le terrain perdu. Au vendredi 12 août, l'indice des industrielles a baissé de 2 % environ.

La hausse des taux d'intérêt sous-entendue par la Banque d'Angleterre d'abord puis par le Fed américain ensuite, a sérieusement ralenti les ardeurs des investisseurs les plus intrépides. Même les bons résultats semestriels annoncés par plusieurs grandes entreprises (GKN, General Accident) n'ont pas réussi à relancer la Bourse.

Indice « FT » du 12 août des 100 valeurs, 1 484,8 (contre 1 512,8) ; FT 30, 1 843,4 (contre 1 875,9) ; mines d'or, 189,5 (contre 200,4) ; Fonds d'Etat, 88,17 (contre 88,35).

	Cours 5 août	Cours 12 août
Beecham	489	489
Bovater	415	428
BP	258	259
BP	258	259
Charter	371	365
Conoco	389	384
De Beers (*)	10 11/16	10 3/8
Free Gold (*)	8 1/8	7 13/16
Glaxo	253	253
GUS	16 21/32	16 51/64
ICI	18 39/64	18 5/16
Renner	591	474
Shell	10 11/16	10 17/64
Victory	183	179
War Loan	38 23/32	38 7/8

(*) En dollars.

FRANCFORT

Lourd

Comme sur presque toutes les places, la menace d'une guerre des taux d'intérêt a déclenché un repli rapide des cours. Les valeurs bancaires ont été affectées au premier chef. La construction automobile a également souffert.

Indice de la Commerzbank du 12 août : 1 474,6 (contre 1 499,3).

	Cours 5 août	Cours 12 août
ARG	202,38	202,40
BASF	264	261,50
Boyer	300	291,50
Commerzbank	231,50	224
Deutschebank	486	467,50
Hoechst	283,50	280,70
Karstadt	418	410
Mannesmann	175,20	175,30
Siemens	441	430,40
Volkswagen	247	240

TOKYO

Assez résistants

Freinée cette semaine à Tokyo, où après l'annonce de la hausse du taux d'escompte américain le marché a unilatéralement malaisé avec une chute — la troisième plus forte de l'année — de 61,49 points au Nikkei (-2,18 %). Plus de peur que de mal. Remise de ses émotions, la Bourse japonaise a repris son ascension et regagné une bonne partie du terrain perdu.

Indice du 12 août : Nikkei 27 833,51 (contre 28 362,18), général, 2 187,04 (contre 2 230,70).

	Cours 5 août	Cours 12 août
Alcatel	685	689
Bridgeport	1 340	1 330
Canon	1 390	1 430
Fuji Bank	3 200	3 140
Honda Motor	2 200	2 250
Mitsubishi Electric	2 840	2 810
Mitsubishi Heavy	956	925
Sony Corp.	6 790	7 010
Toyota Motors	2 630	2 780

LE MARCHÉ INTERNATIONAL

Sous le choc de

Crédits, changes, grands marchés

LE MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Sous le choc de la hausse des taux américains

La décision de la Réserve fédérale américaine de relever d'un demi-point à 6,50 % son taux d'escompte a ébranlé le marché international des capitaux. A son annonce, mardi dernier, l'activité primaire en dollars des Etats-Unis s'est pratiquement figée. Sur le marché secondaire, alors que s'abattaient d'agres les grands opérateurs professionnels, certains allègements de positions ont conduit à un élargissement des marges qui séparent les rendements que procurent les euro-obligations de ceux des titres américains de référence. Le sentiment s'est alourdi alors qu'ouvrent les bourses de la semaine dernière dans la hausse d'une nouvelle et forte vague de hausse généralisée du niveau de l'intérêt à travers le monde. La façon dont la monnaie du dollar a pu être contenue à tout le moins dans les limites de la hausse attendue est une réussite.

Electricité de France aurait difficilement pu tirer un meilleur parti de la situation de la semaine passée. Cet organisme s'est adressé, mardi matin, au marché de l'euro-dollar, c'est-à-dire une demi-journée avant que les Etats-Unis n'annoncent le relèvement de leur taux d'escompte. Son émission, de 150 millions de dollars à sept ans, a pu être rapidement portée à 200 millions tant son

accueil était bon. Les obligations, munies de coupons de 9,50 % l'an étaient émises au prix de 101,625 %. Au pied des commissions de 1,875 % (réservées aux banques qui s'occupent de l'opération), ces conditions correspondent à un rendement supérieur d'une quarantaine de points de base à celui des fonds d'Etat américains de référence. La marge est mince pour une euro-emission à sept ans. Mais elle reflète bien la qualité des titres qui bénéficient de la garantie de la République française. Le consensus s'est rapidement établi à ce sujet et le succès ne s'est pas fait attendre. Les obligations ont en quelques heures trouvé preneurs auprès de grands investisseurs institutionnels, principalement au Royaume-Uni, en Europe continentale et au Japon, ainsi qu'au Proche-Orient. La qualité du placement s'est vérifiée par la suite. L'émission a fort bien résisté à la détérioration consécutive à la hausse des taux américains. Sur le marché des titres, les cours se sont certes détériorés, et la dette américaine a perdu 3 % vendredi mais la marge au-dessus des fonds d'Etat américains s'est maintenue sans peine. En fait elle s'est même resserrée quelque peu.

Comment économiser 20 millions

Parce qu'elle représente un bel exemple de réaménagement de dette par un organisme officiel, la transaction de l'EDF mérite que l'on s'attarde quelque peu sur ses tenants et aboutissants. Elle est basée sur la partie résiduelle de 150 millions d'un euro-emprunt de 300 millions de dollars qui avait vu le jour en février 1985 par le truchement du CCF et de Morgan Guaranty Limited. Pour moitié, grâce à l'exercice de warrants, cette émission pouvait être échangée contre des obligations libellées en unités monétaires européennes (ECU). Les 150 millions de dollars restant avaient été lancés pour douze ans au maximum, ce qui signifiait leur échéance finale en mars 1997. Ils portaient intérêt au taux interbancaire libéré à Londres (Libid), selon une formule alors au vogue qui consistait à fixer ce taux chaque mois mais à ne le verser que tous les six mois. Ces notes à taux variable ont été appelées au remboursement par anticipation par le débiteur et ce sont elles que remplace le nouveau emprunt pour une durée un peu plus courte. Grâce à une très intéressante opération de

swap, dont s'est occupé J.R. Morgan Securities (le nouveau nom de Morgan Guaranty Limited), l'EDF débouche sur des fonds à taux variable dont le coût est de l'ordre de 40 à 45 points de base au-dessus du taux interbancaire offert à Londres (Libor). Comparé au Libid « sec » de l'opération initiale, l'économie est d'une trentaine de points de base. Sur sept ans et pour un montant de 150 millions de dollars, cela correspond à une épargne de quelque 20 millions de francs français. Les 50 millions de dollars additionnels que le succès du nouvel emprunt a permis de drainer sans peine font également l'objet d'un swap qui a fourni Prudential Bache et dont les conditions sont si avantageuses qu'elles devraient permettre à l'emprunteur d'en garder le produit en substitution de son programme de billet de trésorerie. La transaction est dirigée par J.P. Morgan Securities, le CCF et Prudential Bache.

Sur le marché de l'eurodollar néerlandais, fort sollicité la semaine passée, la Société générale a introduit pour son propre compte une

pratique courante du marché national français, celle du coupon différé. La date de règlement de son emprunt de 60 millions a trois ans est le 21 septembre prochain. Les coupons de 14 % seront payables les 26 septembre des trois prochaines années, chacun pour une année normale. En tenant compte des cinq jours de différence non rémunérés, le rendement se situe à 13,82 % au pied des commissions. Pour une opération qui n'est pas subordonnée, ce rendement est tout à fait approprié. Cela n'a pas toujours été perçu de la sorte car la transaction, swapée en dollars des Etats-Unis à taux flottants, a été parfois rapportée de façon erronée. Les obligations se traitaient vendredi à l'intérieur des commissions de 1,50 %.

La tendance à ancrer sur le sol national les émissions à caractère international paraît se renforcer. Cela concerne en particulier les euro-obligations. En Europe, on en vient de plus en plus à exiger que les titres lancés dans la monnaie d'un pays donné soient cotés dans ce pays. Ainsi, une euro-emission en florins néerlandais, lancée au début de l'année pour l'Autriche, vient d'être officiellement cotée à Amsterdam. Les titres étaient négociés depuis plusieurs mois déjà à Luxembourg, considéré comme la bourse de l'euro-marché. Cela aurait dû suffire, estimait le chef de file, la situation a beaucoup préoccupé les autorités d'Amsterdam qui ont fini par baisser les frais d'introduction des titres en bourse. A peine cette décision était-elle prise que la cote d'Amsterdam s'est enrichie des obligations autrichiennes. Il est fort probable que désormais on songe d'abord à Amsterdam lorsqu'il s'agit de faire coter un grand emprunt en florins.

Une évolution semblable s'est produite à Paris. Au mois de juin encore, un euro-emprunt en francs, pour un débiteur aussi connu que la Banque européenne d'investissement, n'avait pas pu être coté à Paris alors qu'il était sans délai admis à Luxembourg. Depuis, les frais d'introduction au marché parisien ont été sensiblement allégés, passant de 0,2 pour mille du montant nominal de la transaction à un forfait de 50 000 F. En même temps, les formalités d'admission ont été beaucoup simplifiées. Toute obligation en francs faisant l'objet d'une souscription publique devra désormais être cotée à Paris.

CHRISTOPHE VETTER.

LES DEVISES ET L'OR

Flux et reflux du dollar

Les mois d'août se suivent et se ressemblent. Comme l'an dernier, les marchés des changes viennent de vivre un début de mois particulièrement animé, avec, comme à chaque fois, une envolée rapide du dollar, suivi d'un reflux tout aussi brutal, le repli du billet vert s'accompagnant d'un affaiblissement du franc français par rapport au deutschemark à la veille du week-end du 15 août.

Les scénarios ne sont pourtant pas identiques. En 1987, la devise américaine avait été dopée par l'incertitude politique (liée à la guerre du Golfe notamment). C'était la valeur refuge. Elle s'était ensuite effondrée lors de l'annonce du déficit commercial américain de juin (15,7 milliards de dollars), considéré alors comme inquiétant. Cette année, c'est le relèvement du taux de l'escompte, décidé mardi 9 août par la Réserve fédérale, qui a provoqué une brusque flambée du dollar. Dès mercredi, le reflux, confirmé les jours suivants, était amorcé, avant même la publication du solde commercial américain... attendu avec grande impatience pour mardi 16 août.

En définitive, le dollar clôture le vendredi 12 août à New-York en dessous des niveaux enregistrés une semaine auparavant par rapport au deutschemark (il vaut 1,8830 DM le 12 août contre 1,9345 le 5 août), du yen (il se négocie à 133,30 pour 100, contre 133,87 le 5 août), et du franc français (il est coté 6,3835 F contre 6,3855 F).

Le dollar avait pourtant bien commencé la semaine. Lundi 8 août, il poursuivait en effet sa progression des jours précédents. Seule la livre sterling, dopée par la nouvelle augmentation (la septième en deux mois) du taux d'intervention de la Banque d'Angleterre, affichait une santé meilleure. Mardi, l'annonce à New-York du relèvement du taux de l'escompte (porté à 6,5 %) a provoqué une véritable « flambée » du billet vert. Destinée à calmer l'inflation américaine et à étouffer les menaces inflationnistes outre-Atlantique, cette décision de M. Alan Greenspan, le président de la Réserve fédérale, était atten-

due par les marchés. La date les a néanmoins pris par surprise. Rendant plus attractifs les avoirs libellés en dollars, la hausse des taux d'intérêt américains a naturellement favorisé le billet vert. Celui-ci a retrouvé, pour quelques heures, ses plus hauts niveaux depuis la fin de 1986, repassant, sans que les banques centrales ne s'y opposent, au-dessus de 1,92 DM, 135 yens et approchant les 6,50 F. Immédiatement, les marchés se sont interrogés sur ce qu'il restait désormais des accords du Louvre I et II, accords entre les sept grands pays industriels (les membres du G 7) qui fixaient, croyait-on, des parités acceptables entre les grandes monnaies et des marges de fluctuation.

Très rapidement, les autorités monétaires sont montées au créneau. Les Japonais d'abord, par la voix de leur ministre des finances, M. Kiichi Miyazawa, les Allemands ensuite démentaient qu'une réunion du G 7 pourrait se dérouler au cours du week-end de l'Assomption pour coordonner les politiques monétaires des membres du groupe. Le ministre allemand, M. Gerhard Stoltenberg, déclarait pour sa part, jeudi 11 août, qu'une hausse du dollar au-dessus de 1,90 DM serait « problématique » et pourrait amener la RFA à augmenter ses taux de manière à défendre sa devise. Dans un entretien publié jeudi par le bihebdomadaire américain *Forbes*, M. Karl Otto Foehl, le président de la Bundesbank, réaffirme qu'un dollar fort ne sert réellement les intérêts de personne.

La détermination des Allemands et des Japonais n'a pas été le seul élément qui a favorisé le repli du billet vert dès mercredi. Les opérateurs se sont aussi appuyés sur le fait que le déficit commercial américain qui doit être publié le 16 août. Plusieurs indices les incitent au pessimisme. Les estimations tournent entre 11 et 12,5 milliards de dollars, ce qui est beaucoup. La consommation des Américains reste élevée : les chiffres des ventes de détail publiés jeudi le confirment (une hausse de 6,5 % au cours des sept premiers mois de l'année).

Avec un gonflement, pour la première fois depuis quinze mois, de l'excédent commercial japonais en juillet, les experts s'inquiètent de voir celui-ci trouver son reflet dans une nouvelle aggravation du déficit commercial américain. Dès mercredi et jusqu'à la veille du week-end, le dollar a reflui.

Le franc affaibli

Le recul de la devise américaine a été particulièrement sensible par rapport au deutschemark. En trois jours, le dollar a perdu 2 %, tombant de 1,92 DM à moins de 1,88 DM. Escomptant une hausse prochaine des taux d'intérêt allemands, les investisseurs ont commencé à abandonner le billet vert pour le deutschemark. Et comme à l'habitude, le franc en a souffert. Il en a d'autant plus souffert que les conseillers de M. Pierre Bérégovoy (le ministre français, absent de Paris, est en vacances) ont indiqué que le mouvement de hausse des taux relevé un peu partout dans le monde (voir ci-dessous) ne remettrait pas en question la politique de la France en faveur du « crédit bon marché ».

S'il est excessif de parler d'attaque contre le franc, il faut cependant noter un affaiblissement de la monnaie française par rapport au deutschemark. Négocié à 3,37 F il y a une semaine, le deutschemark valait autour de 3,39 F à la veille du 15 août à Paris. Selon les cambistes, la Banque de France aurait vendu vendredi des deutschemarks. En mai dernier, lorsque M. Pierre Bérégovoy est arrivé rue de Rivoli pour mettre en œuvre sa politique de baisse des taux d'intérêt, le deutschemark valait 3,36 F. Il a gagné depuis environ 1 %.

ERIK IZRALEWICZ.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 8 AU 12 AOÛT

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Lire	SEL	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
New-York	1,7125	-	15,0965	63,5930	53,2339	2,5388	47,1475	8,0717
Paris	1,6975	-	15,7048	63,4719	53,3461	2,5284	46,9153	8,0716
Bruxelles	10,9885	6,5788	-	265,48	118,15	16,075	38,32	5,688
Amsterdam	18,088	6,5788	-	265,48	118,15	16,075	38,32	5,688
Zurich	2,6920	1,5725	24,7448	-	83,7184	3,9911	44,1395	1,1280
Frankfurt	2,6744	1,5725	24,7448	-	83,4481	3,9836	43,9151	1,1318
Bruxelles	3,2148	1,8785	29,2888	119,46	-	4,7677	38,5467	1,3475
Bruxelles	3,2649	1,8880	29,6529	119,83	-	4,7737	38,5761	1,3563
Bruxelles	67,4725	39,40	6,1882	25,8596	298,74	-	13,5761	2,5685
Bruxelles	67,1361	39,40	6,2117	25,8591	298,40	-	13,5588	2,5681
Amsterdam	3,4322	2,1318	33,552	132,29	112,80	6,5821	-	1,5212
Amsterdam	3,4181	2,1318	33,4772	132,29	112,80	6,5894	-	1,5311
Oslo	238,22	134	218,44	886,48	742,46	35,8807	657,23	-
Oslo	242,91	1392	218,44	883,59	737,25	35,1948	653,06	-
Tokyo	237,85	133,65	20,8872	84,6184	70,8278	3,7769	62,7288	8,0954
Tokyo	236,36	133,35	20,9439	84,6398	70,8383	3,7717	62,5616	8,0958

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 12 août, 4,7876 F contre 4,7747 F le vendredi 1^{er} août.

LES MATIÈRES PREMIÈRES

Le cacao au plus bas depuis six ans

Après s'être légèrement redressé à la suite d'achats spéculatifs, les cours du cacao ont repris le chemin de la baisse. Sur le marché à terme de Londres, la deuxième échéance (décembre) se traitait en fin de semaine à 886 livres la tonne, soit un niveau jamais vu depuis juillet 1982. A Paris, le quintal sur septembre a terminé à 1 035 F.

Ce nouvel accès de faiblesse intervient alors que les estimations pour la saison 1988/1989 laissent entrevoir une campagne excédentaire pour la cinquième année consécutive. Le chiffre de 750 000 tonnes a été avancé par la Côte d'Ivoire, le premier producteur mondial, qui devrait avoir récolté 645 000 tonnes de fèves en 1987/1988. Ces prévisions apparaissent pour l'instant quelque peu exagérées aux yeux des

professionnels car une légère sécheresse touche actuellement les régions productrices ivoiriennes et les cacaoyers sont moins feuillus que d'habitude. « Toutefois, le nombre de fèves est en augmentation d'environ 6 % », remarque un observateur qui pense cependant qu'il est trop tôt pour donner une estimation réaliste de la situation.

Sur le marché du physique, la Côte d'Ivoire refuse toujours de vendre à moins de 1 250 F le quintal. Le premier producteur mondial aurait néanmoins cédé récemment 7 000 à 8 000 tonnes à un négociant qui avait un urgent besoin de fèves de cette origine particulièrement prisées par l'industrie chocolatière. La transaction se serait faite à un cours compris entre 1 200 et 1 260 F le quintal.

Depuis la mi-juillet, la Côte d'Ivoire a ainsi vendu environ 60 000 tonnes dont une partie est allée renouveler le stock régulateur (250 000 tonnes) de l'accord international du cacao. Ce qui faisait récemment dire à un analyste britannique qu'« elle a gagné son pari en vendant qu'elle n'avait pas le désir ». Mais Abidjan se trouve encore à la tête d'un stock de 100 000 tonnes et beaucoup se demandent si, comme le président Houphouët-Boigny l'affirme, la Côte d'Ivoire va pouvoir tenir. D'autant que le Cameroun et la Malaisie précèdent déjà à des ventes sur les prochaines récoltes, ce qui contribue à peser sur les cours.

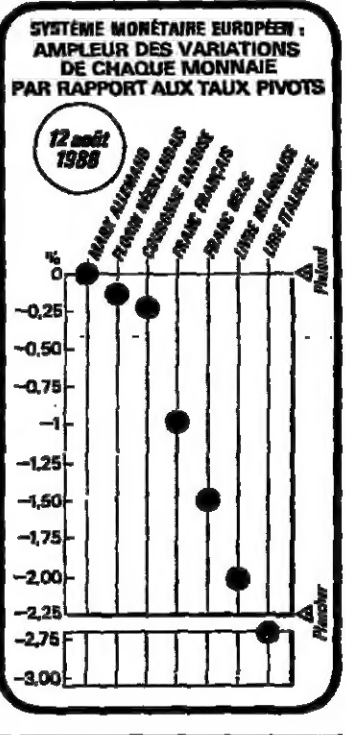
On sait déjà que le monde ne manque pas de cacao et les prévisions tablent sur un excédent mondial record de l'ordre de 300 000 tonnes en 1988-1989 contre 111 000 tonnes pour la saison en

cours. Le dernier surplus record (191 000 tonnes) date de 1964-1965, campagne au cours de laquelle le Ghana, à l'époque premier producteur mondial, avait récolté 565 000 tonnes de fèves. Pour la fin de la campagne actuelle, les négociants londoniens Gill and Duffus estiment les stocks mondiaux à 705 000 tonnes. Un véritable casse-tête pour l'Organisation internationale du cacao (ICCO) qui doit se réunir au début du mois prochain.

C'est dans ce contexte plutôt morose que le marché à terme de Kuala Lumpur, le Kuala Lumpur Commodity Exchange (KLCE) qui cote déjà l'ain, le cacaotier et l'huile de palme, a décidé de lancer le cacao, le premier de la zone Asie-Pacifique. Les autorités malaisiennes souhaitent ainsi ramener sur leur marché une partie du volume traité à Londres.

En effet, environ 15 % du volume de transactions du marché à terme de cacao britannique provient d'ordres d'Extrême-Orient, notamment du Japon. La Malaisie, aujourd'hui troisième producteur mondial, envisage de récolter 205 000 tonnes de cacao en 1987-1988 et 240 000 l'année suivante. Toutefois, les fèves malaisiennes ne jouissent pas d'un grand crédit auprès des chocolatiers et subissent même une décote par rapport aux qualités supérieures. Après un début prometteur (388 lots de 10 tonnes traités le premier jour), le contrat de KLCE se traite à moins de 150 unités par jour alors qu'à Londres les négociations quotidiennes portent sur plus de cinq mille contrats.

ROBERT RÉGIER.



LE MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

L'Assomption mondiale des taux

« Les Anglais ont tiré les premiers, mais ce sont les Américains qui ont véritablement déclenché la guerre, une guerre qui pourrait amener la France à des révisions décevantes. » Ce commentaire d'un banquier parisien résume bien une semaine particulièrement agitée sur les marchés de l'argent, à l'étranger comme en France. En revanche, par surprise, leurs principaux taux directeurs, les banques centrales britannique et américaine ont en effet relancé un mouvement général de hausse des taux d'intérêt dans le monde. Celui-ci n'est pas sans risque. Il a déjà fait remonter le spectre du krach d'octobre 1987. Pour la France, la question est de savoir si ce nouveau climat ne remplace pas en cause la politique de baisse des taux d'intérêt que mène M. Pierre Bérégovoy.

Revenons le fil des événements. Premier coup de tonnerre : lundi. Prenant tous les opérateurs par surprise la Banque d'Angleterre annonce en fin de matinée un nouveau relèvement de son taux d'intervention sur le marché monétaire. En deux mois, ce taux est ainsi passé de 7,5 % à 11 %. Dans la foulée, les banques britanniques portent également leur taux de base - celui accordé à leurs meilleurs clients - à 11 %. Le chancelier de l'Echiquier, M. Nigel Lawson, justifie ce nouveau resserrement de la politique monétaire britannique par sa volonté de ralentir l'activité outre-Manche, l'économie anglaise se développant à un « rythme insoutenable ». Les autorités ne comptent d'ailleurs pas s'arrêter en si bon chemin. D'ores et déjà, la Banque centrale a fait savoir, dans son rapport trimestriel publié jeudi, que les pressions inflationnistes actuelles pourraient l'amener à procéder à une nouvelle hausse de son taux d'intervention.

Mardi, dans la matinée à New-York (la nouvelle arrive en fin de journée en Europe), c'est au tour de la Réserve fédérale de provoquer la surprise. Un nouveau coup de tonnerre. M. Alan Greenspan, le président de la Fed annonce un relèvement de 0,5 point du taux d'escompte américain, ainsi porté à 6,5 %. La dernière hausse de ce taux remonte au 4 septembre 1987. Elle

avait alors été considérée comme l'un des causes du krach d'octobre. L'objectif de la Fed est clair : elle veut lutter contre l'inflation et ralentir la croissance américaine. Elle allège ainsi un taux officiel (le taux d'escompte) avec ceux constatés sur les marchés. Elle en espère un renchérissement général du coût de l'argent aux Etats-Unis. Elle n'a pas longtemps à attendre : les marchés monétaire et obligataire accusent immédiatement le coup. Dès mercredi, les taux sur les « fédéraux funds » passent au-dessus de 8 %. Le rendement de l'emprunt-phare du Trésor américain à trente ans bondit pour atteindre 9,45 % vendredi (9,14 % une semaine auparavant), son plus haut niveau depuis le début de l'année. A l'occasion de l'opération trimestrielle de refinancement du Trésor américain (pour 29 milliards de dollars) qui est menée du mardi au jeudi, l'Etat fédéral doit, pour attirer les investisseurs étrangers (les Japonais auront été un peu moins gourmands que lors des adjudications précédentes), proposer des taux en hausse (9,27 % sur les dix ans contre 9,06 % en mai dernier). Jeudi enfin, les banques américaines annoncent une augmentation d'un demi-point de leur « prime rate », ainsi porté à 10 %.

Dans cette conjoncture, la France pourra-t-elle éviter d'avoir à recourir à une augmentation de ses taux d'intérêt ? La position des Allemands sera à cet égard décisive. La semaine précédente, la Bundesbank avait encore augmenté son taux de prise en pension (porté de 4 % à 4,25 %). Sur les marchés, les opérateurs sont convaincus d'une hausse prochaine des taux outre-Rhin. Ils en voient la preuve dans le fait que la Bundesbank n'ait pas satisfait totalement la demande de liquidités des banques au cours de cette semaine. Le conseil de la banque centrale allemande ne devrait pas se réunir avant le 25 août prochain, pour cause de congé.

Les marchés monétaire et obligataire français ont en tout état de cause été très animés, les taux étant orientés à la hausse sur toutes les échéances. Sur le marché de l'argent à court terme, les tensions ont été

fortes. Le taux de l'argent au jour le jour a connu tout au long de la semaine une progression pratiquement constante, malgré les liquidités largement distribuées par la Banque de France jeudi. En une semaine, le « 1J » a presque gagné un point, terminant vendredi au-dessus de 7,50 %. La Banque centrale n'a pas modifié ses taux d'intervention (6,75 % et 7,50 %).

Sombre climat

Sur les échéances plus longues, les tensions ont également joué à la hausse. Le MATIF a connu une semaine particulièrement chaude, avec une vive activité et un net recul. Mercredi, au lendemain de l'annonce du relèvement du taux d'escompte américain, l'échéance de septembre du notional perdait 0,8 point à l'issue d'une séance nerveuse et animée (plus 80 000 lots), et baissait encore de 0,60 le lendemain. D'un vendredi à l'autre, ce contrat à terme, tombé le 12 août à 103, a perdu 1,2 point. Le climat est vraiment bien sombre.

La Rue de Rivoli affirme pourtant que la France pourra éviter d'augmenter ses taux. Les hausses récentes seraient liées à des conditions nationales chaque fois « spécifiques », expliquent les proches de M. Pierre Bérégovoy. Aucun élément dans la conjoncture économique française ne justifie à leurs yeux, un relèvement des taux en France. Quant à la défense de la devise nationale, ils estiment au début de la semaine qu'il y a depuis quelques mois « une certaine déconnexion » entre taux d'intérêt et taux de change.

Sur le marché primaire des obligations, l'activité a été estivale, c'est-à-dire faible. Deux opérations ont été menées à bien. Le CEFME a levé 700 millions de francs à sept ans avec un rendement à l'émission de 8,70 %. L'emprunt s'est bien placé dans le public. Celui du GOBTP avait été préplacé. D'un montant de 200 millions de francs, il était proposé au TIOP (taux interbancaire des opérations à Paris) pour une durée de dix ans.

E. I.

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE

Le RPCR et le FLNKS devraient continuer le dialogue, le 17 août, à Paris

Les crues du Nil redonnent espoir à la population

Les premières projections publiques de « la Dernière Tentation du Christ »

Un soldat britannique assassiné à Ostende

ÉTATS-UNIS : la préparation de l'élection présidentielle

URSS
L'économie parallèle
a permis
à « des milliers »
de Soviétiques
de devenir millionnaires

36.15 LE